



Plan Cadre d'Assistance des Nations Unies

Avec le Gouvernement du Cameroun

(UNDAF)

2008-2012

DRAFT

Nations Unies
Yaoundé, Cameroun
Décembre 2006

Sommaire

SOMMAIRE	2
RESUME ANALYTIQUE	3
PAGE DE SIGNATURE	4
INTRODUCTION ET PROCESSUS DE PREPARATION DE L'UNDAF	6
CHAPITRE 1 : RESULTATS ATTENDUS DE LA COOPERATION ENTRE LES NATIONS UNIES ET LE GOUVERNEMENT DU CAMEROUN POUR LA PERIODE 2008 - 2012	7
I. DOMAINE DE COOPERATION ONU / GOUVERNEMENT : SOUTIEN A UNE CROISSANCE DURABLE.....	7
II. DOMAINE DE COOPERATION ONU / GOUVERNEMENT : DEVELOPPEMENT SOCIAL.....	12
III. DOMAINE DE COOPERATION ONU / GOUVERNEMENT : GOUVERNANCE.....	25
IV. DOMAINE DE COOPERATION ONU / GOUVERNEMENT : PREVENTION ET GESTION DES CRISES.....	32
V. DOMAINE DE COOPERATION ONU / GOUVERNEMENT : ENVIRONNEMENT.....	38
CHAPITRE 2 : SUIVI- ÉVALUATION DES RESULTATS DE L'UNDAF	47
CHAPITRE 3 : ACTIVITES DE REFORME DU SNU AU CAMEROUN POUR LA PERIODE 2007-2012	54
CHAPITRE 4 : ACTIVITES HAUTEMENT SPECIFIQUES DE COOPERATION	55
I. ACTIVITES JEUNESSE :	55
II. ACTIVITES DANS LE GRAND NORD.....	57
III. GRIPPE AVIAIRE.....	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ANNEXES : LISTE DES ABREVIATIONS	58

Résumé analytique

Au travers d'un processus participatif qui a impliqué nombre d'acteurs, dont le gouvernement du Cameroun, les bailleurs de fonds et des représentants de la société civile, 5 priorités ont été identifiées pour les activités des Nations Unies au Cameroun lors de la période 2008-2012 : le soutien à la croissance, le développement social, la gouvernance, la prévention et gestion des crises, et enfin l'environnement,

Les Résultats attendus de la coopération Nations Unies - Gouvernement du Cameroun pour la période 2008 – 2012 est détaillée dans le **chapitre 1** et détaille les thèmes suivants :

L'intervention des Nations Unies en matière de **soutien à la croissance** portera sur un certain nombre d'activités pour lesquelles le Système des Nations Unies (SNU) est perçu comme un acteur déterminant, et notamment le renforcement des capacités du gouvernement en matière de Suivi/Evaluation des politiques et programmes, le soutien aux Politiques d'Emploi et enfin un certain nombre d'activités-clés liées au développement rural.

Concernant le **développement social**, trois thèmes spécifiques ont été identifiées pour maximiser l'intervention du SNU : l'éducation, la santé et la protection sociale. Un effort particulier sera fourni pour le soutien à la mise en œuvre des différentes stratégies sectorielles et pour le renforcement des capacités des acteurs sociaux.

En matière de **gouvernance** et en appui au PNG (Plan National de Gouvernance), les Nations Unies travailleront conjointement avec le gouvernement camerounais pour renforcer les capacités des institutions publiques et des structures spécifiques de la société afin de mieux prendre en compte les droits humains et questions d'équité et de genre.

En matière de **prévention et de gestion des crises**, les Nations Unies contribueront spécifiquement au renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la prévention et la réponse aux crises naturelles, sanitaires et humaines. Le renforcement inclura notamment les capacités de planification, d'intervention (prévention et réponse), ainsi que de coordination et suivi/évaluation des interventions.

En matière d'**environnement**, le Système des Nations Unies fournira un appui conseil pour la formulation de politiques/stratégiques intégrant les conventions et programmes scientifiques internationaux, la mobilisation des ressources pour la réalisation de projets identifiés, le renforcement des capacités dans les domaines de la gestion intégrée des ressources naturelles et de la diversité biologiques, le partage d'expériences sur les meilleures pratiques au niveau local et national, et l'appui à la coordination de processus de concertation multi-acteurs.

Le **chapitre 2** détaille les activités de **suivi-évaluation de l'UNDAF** que réalisera le SNU. Détaillées par année, ces activités permettront aux agences de se préparer en avance pour un suivi efficace des résultats des Nations Unies. Les bailleurs de fonds et le gouvernement pourront également bénéficier des activités de suivi évaluation identifiées dans ce chapitre.

Dans le souhait d'optimiser ses ressources, le SNU s'est également engagé dans un **processus de réforme interne** qui se traduit par la mise en place d'un certain nombre de services communs détaillés dans le **chapitre 3** de ce document.

Enfin, le **chapitre 4** détaille un certain nombre d'**activités programmatiques hautement spécifiques ou transversales**, activités communes à plusieurs agences des Nations Unies et qui feront l'objet d'actions communes (notamment les questions liées à la jeunesse, à la grippe aviaire et à des interventions dans la partie septentrionale du Cameroun.

Page de signature

Mme Sophie de Caen
Coordonnateur Résident
des activités opérationnelles de Développement
du Système des Nations Unies
au Cameroun

S.E. Monsieur Augustin Frédéric KODOCK
Ministre d'Etat,
Ministre de la Planification,
de la Programmation du développement
et de l'Aménagement du Territoire

Organisation	Nom du Chef de Mission	Titre	Signature
Banque mondiale	M. Markus Repnik	Représentant Résident	_____
CEA/BSR-AC	M. Mamadou Hachim Koumaré	Directeur	_____
CNUDHD	Mme Marie-Evelyne Petrus Barry	Directeur	_____
FAO	Mme Daoulé Diallo Ba	Représentante	_____
FMI	Mme Malangu Kabedi-Mbuyi	Représentant Résident	_____
HCR	M. Jacques Franquin	Représentant	_____

OIT	M. Kabundi Mpenza	Directeur	_____
OMS	Dr Hélène Mambu-ma-Disu	Représentant	_____
ONUDI	Mme Fatima-Zohra Bennani-Baïti	Représentant	_____
ONUSIDA	Mme Sophie de Caen	Représentant	_____
PAM Pays	Mme Fatma Samoura Diouf	Directeur de Pays / Représentant	_____
PNUD	Mme Sophie de Caen	Représentant Résident	_____
UIT	M. Vincent Sakanga	Représentant de Zone	_____
UNESCO	M. Bernard Hadjadj	Directeur / Représentant	_____
UNFPA	M. Faustin Yao	Représentant	_____
UNICEF	Mme Mariam Coulibaly Ndiaye	Représentant	_____
UNIFEM	Mme Sophie de Caen	Représentant	_____

Introduction et processus de préparation de l'UNDAF

L'Equipe pays du Cameroun a entamé un nouveau processus de programmation avec une « Analyse Pays des Défis de développement au Cameroun »¹ dont le processus de rédaction a débuté en Avril 2006 et a duré près de 6 mois. Ce processus d'analyse s'est fondé sur les défis et problèmes identifiés dans le « Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté » (2003) du gouvernement du Cameroun, et de sa version révisée en 2005. Certaines études, analyses et plans complémentaires des agences du système, d'autres acteurs du développement, et du gouvernement (notamment les stratégies sectorielles finalisées ou en cours d'élaboration) l'ont très fortement inspiré. Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ont également guidé les analyses, notamment celles des aspects sociaux du développement.

Sur la base de cette analyse, une retraite stratégique de Haut Niveau s'est tenue les 3 et 4 octobre 2006, afin de définir les grandes priorités de la coopération ONU - Gouvernement du Cameroun pour le cycle 2008-2012. Cette retraite a impliqué le gouvernement du Cameroun (MINPLAPDAT et MINEFI), ainsi que les représentants des bailleurs de fonds, de la société civile et de l'ensemble des agences du Système des Nations Unies présentes au Cameroun. Six priorités de coopération ont émergées de cette retraite :

- La gouvernance,
- Le développement Social (autour du soutien à trois thèmes spécifiques : Education, Santé et Protection Sociale),
- L'environnement,
- Le soutien à la croissance par le Suivi/Evaluation et le soutien aux politiques d'Emploi,
- La prévention et gestion des crises.

Du 15 au 17 Novembre 2006, les chefs de programmes ainsi que les experts thématiques des agences du SNU se sont réunis pendant 3 jours pour développer une première version des matrices de résultats et des plans de suivi évaluation contenus dans ce document. Dans les matrices, l'Equipe Pays s'est appliquée à :

- Utiliser les analyses fondées sur le DSRP et sur les droits humains, analyses réalisées lors de l'Analyse Pays (CCA).
- Se focaliser sur le développement de capacités nationales, comme souligné dans le « UNDG Position Statement » - Enhancing the UN's contribution to National Capacity Development d'octobre 2006.
- Rester réaliste dans la définition des objectifs et résultats à atteindre par les Nations Unies lors du cycle 2008-2012.

Une série de revues des matrices s'est ensuite tenue entre Novembre 2006 et Février 2007 afin de finaliser le présent document au travers notamment des activités suivantes :

- Une revue d'approfondissement de chacune des matrices par le Groupe Programme des Nations Unies, qui a notamment conduit à l'intégration de la composante développement rural dans la matrice de soutien à une croissance durable.
- Une revue par les chefs d'agences du SNU au Cameroun
- Une revue sous une perspective « Genre »
- Une revue par un « Groupe régional d'Assurance Qualité »
- Une revue des matrices par les techniciens des ministères camerounais.

¹ Nations Unies, Décembre 2006

Chapitre 1 : Résultats attendus de la coopération entre les Nations Unies et le Gouvernement du Cameroun pour la période 2008 - 2012

I. Domaine de Coopération ONU / Gouvernement : Soutien à une croissance durable

Dans la Déclaration du Millénaire, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont demandé à l'Assemblée Générale des Nations Unies, d'instituer un suivi régulier des progrès accomplis dans la mise en œuvre des dispositions de la-dite Déclaration. Cette demande s'est traduite au niveau des pays par l'appui du système des Nations Unies à évaluer le niveau des indicateurs des OMD, l'intégration des OMD dans les objectifs des DSRP et la mise en place des mécanismes de suivi/évaluation des progrès accomplis vers l'atteinte de ces objectifs. Dans le DSRP du Cameroun de 2003, le Gouvernement s'était engagé à mettre sur pied un dispositif de suivi/évaluation fondé sur trois principaux instruments (dispositif institutionnel, dispositif statistique de suivi/évaluation et dispositif de suivi participatif) qui malheureusement ont montré leurs limites. Ainsi, il n'a pas été possible de bâtir un système d'information structuré et cohérent pour suivre correctement les progrès accomplis vers l'atteinte des objectifs du DSRP et des OMD.

La réduction de la pauvreté, à travers la création et le partage des richesses, est fondée sur la promotion de l'emploi décent pour tous. Les analyses récentes montrent que le Cameroun ne dispose pas encore d'une politique de l'emploi. En application des recommandations du Sommet Extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine sur l'emploi et la réduction de la pauvreté, les Etats membres doivent, avec l'appui du BIT, mettre en place des politiques nationales de l'emploi.

Le Cameroun ne profite pas pleinement des avantages de l'intégration régionale au regard de ses énormes potentialités pour promouvoir un développement durable. Cela s'explique entre autre par la faible intégration des marchés.

Aussi, le SNU se propose-t-il, dans le cadre de l'UNDAF 2008-2012 de mettre en œuvre des programmes dont les effets attendus sont :

- Le renforcement des capacités du Gouvernement à promouvoir l'emploi décent pour tous,
- Le renforcement du dispositif national de collecte, traitement et analyse, publication et diffusion des données pour le développement et le suivi des OMD,
- L'intégration systématique des mécanismes de suivi/évaluation dans les programmes visant le développement et la réduction de la pauvreté,
- Le renforcement des capacités du Gouvernement à maîtriser à court et moyen termes les interrelations entre la population, la croissance économique et le développement durable
- Les capacités du Gouvernement à tirer profit des avantages de l'intégration régionale et sous-régionale pour contribuer à asseoir les bases d'un développement durable.
- Le secteur rural est appuyé à travers le renforcement des capacités nationales pour la mise en œuvre de la stratégie du développement du secteur rural, en vue de contribuer à la sécurité alimentaire dans les zones d'intervention d'ici 2012

Pour atteindre ces effets, les produits qui ont été définis par les agences du SNU, comprennent essentiellement l'élaboration des cadres de référence, la mise place des bases des données et des systèmes d'information et le renforcement des capacités des partenaires nationaux. Ces produits contribuent à l'atteinte des OMD 1, OMD 3, OMD 7 et OMD 8.

Dans la mise en œuvre de ces interventions, les agences du SNU s'appuieront sur un partenariat efficace avec les institutions gouvernementales, les organisations de la société civile, le secteur privé et les organisations internationales et les organisation de coopération bilatérales, avec lesquels le SNU coopère étroitement.

Matrice
Soutien à une Croissance Durable
par le Suivi / Evaluation des politiques et programmes macro-économiques et sectoriels, et par le soutien aux politiques d'Emploi

Priorité ou buts nationaux :

Une croissance économique, forte, durable, redistribution et créatrice d'emploi

Effet (Outcome) de l'UNDAF à la fin du cycle de programme :

D'ici à 2012 la mise en œuvre et le suivi/évaluation des politiques et des programmes macro-économiques et sectoriels promouvant le développement et la réduction de la pauvreté à travers la création et le partage équitable de la richesse, seront améliorées au niveau national et provincial
 OMD 1, 3, 7 et 8

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques (R=) et Hypothèses (H=)	Ressources propres NU (a)	Ressources à mobiliser (b)	Coût total (a+b)	Rôle des Partenaires
Effet de Programmes pays n°1 :							
Les capacités du gouvernement à promouvoir l'emploi décent pour tous en particulier pour les femmes et les jeunes sont renforcées.							
1.1. Produit de programme : Document de politique nationale de l'emploi élaboré	Document de politique nationale disponible	<ul style="list-style-type: none"> • B = Non disponible en 2006, Ministère de l'emploi) • C = Disponible • Sources : MINTSS, GICAM, MINAGRI, MINJES, BIT 	<ul style="list-style-type: none"> • H = Stabilité de la structure gouvernementale • H= Volonté politique de disposer d'une telle politique 	BIT = \$15.000 CEA/BSRAC = \$ 10.000	\$ 75.000	\$ 100.000	<ul style="list-style-type: none"> • BM (appui financier) • CEEAC (appui institutionnel) • UA
1.2. Produit de programme : Document de politique nationale de l'entrepreneuriat coopératif avec un accent particulier sur l'entrepreneuriat féminin réactualisé	a) Document -diagnostic sur l'entrepreneuriat féminin disponible; b) Document de politique nationale de l'entrepreneuriat coopératif, reformulé	<ul style="list-style-type: none"> • a) B = Non ; C = Disponible • b) B = Document de base disponible, MINEFOP et MINTSS) ; C = Disponible en 2009 • Sources : MINTSS, GICAM, BIT 	<ul style="list-style-type: none"> • H = Coopération entre les divers partenaires 	BIT = \$ 50.000 UNFPA=\$20.000 UNIFEM = \$15.000	\$ 30.000	\$ 100.000	<ul style="list-style-type: none"> • BM (Appui financier) ; • Société civile (Appui institut. et matériel) • Coop. Canad. (institutionnel)
1.3. Produit de programme : Capacités des mandants (gouv, org. d'employeurs, de travailleurs) et des org. paysannes à élaborer les documents de politiques et stratégies de promotion de l'emploi, dont celles axées sur les femmes et les jeunes, renforcées	Nombre de mandants formés ayant participé à l'élaboration des politiques Nombre de femmes entrepreneurs formés	<ul style="list-style-type: none"> • B = X en 2007 (MINEFOP, MINTSS, BIT, GFAC, GICAM, Centrales Syndicales) • C = Y, dont 4 / an à former à partir de 2008 • Sources : MINTSS, GICAM, MINAGRI, MINJES, BIT 	<ul style="list-style-type: none"> • Mobilisation à temps des ressources nécessaires • Mobilité des cadres formés 	BIT = \$ 160 000 UNFPA= \$ 50.000 UNICEF = \$ (à compléter) UNIFEM 10.000 \$	BIT = \$ (à compléter)	BIT (à compléter)	Le gouvern., les syndicats et les organ. d'employeurs seront sollicités pour financer leur participation aux diverses réunions.
1.4. Produit de programme : Capacités du gouvernement à créer davantage d'emplois décents par l'approche HIMO	a) Nombre de cadres du formés à l'approche HIMO b) Déclaration Gouvernementale de	<ul style="list-style-type: none"> • B = 2 en 2006 (MINPLAPDAT, MIN Travaux Publics • C = 20 (MINPLAPDAT, 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place et fonctionnement d'une structure interministérielle de 	BIT= \$ 50.000 UNIFEM (à déterminer)	\$ 150.000	\$ 200.000	Gouvernement BAD

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques (R=) et Hypothèses (H=)	Ressources propres NU (a)	Ressources à mobiliser (b)	Coût total (a+b)	Rôle des Partenaires
et la promotion des PME, renforcées	promotion de l'approche HIMO dans les programmes d'investissements en infrastructure c) Politique nationale et Stratégie de promotion des PMEs élaborées	MINTP, MINPEMEEA, MINDUH,MINATD)	suivi évaluation des investissements intensifs en emplois •Coopération entre les divers partenaires				
Effet de Programmes pays n°2 : Les capacités du Gouvernement à intégrer dans les politiques et programmes macro-économiques les questions de nature à promouvoir un développement durable, sont renforcées							
2.1.. Produit de programme Système intégré d'information en matière de politiques sociales et en matière de population /développement, disponible	a) Base de données sur les politiques en matière de population /développement disponible b) Base de données sur les politiques sociales disponible c) Programme minimum d'études et enquêtes statistiques disponible	•a) B = 0 , MINPLAPDAT ; C = 2 base de données •b) B = Non dispo ; C = disponible •Sources : MINPLAPDAT, UNFPA	•Coopération entre les divers partenaires •Politique Nationale de population intégrée dans le DSRP et les cadres de référence	UNFPA = \$150.000 UNICEF (à compléter) PNUD	(à compléter après communication du montant de l'UNICEF)	(à compléter après communication du montant de l'UNICEF)	La Banque Mondiale est un partenaire potentiel dans ce domaine
2.2. Produit de programme Capacités nationales de prise en compte des variables sociodémographiques et environnementales dans les politiques et programmes, renforcées	a) % des cadres nationaux formés aux techniques d'intégration des variables sociodémographiques et environnementales b) Nbre des cadres formés à l'utilisation de l'AGDI	•B = AD , MINPLAPDAT ; C = 40 – 50 % •Sources : MINPLAPDAT, UNFPA •B=0 •C=40 cadres formés	•Mobilisation à temps des ressources nécessaires ; •Mobilité des cadres formés	UNFPA = \$100.000 PNUD UNIFEM = \$40.000	(UNFPA, prière compléter)	(UNFPA à compléter)	La Banque Mondiale est un partenaire potentiel dans ce domaine
2.3.. Produit de programme : Capacités nationales d'intégration des outils et instruments de coopération et d'intégration sous-régionale et régionale dans les programmes et budgets nationaux renforcées	% des cadres des ministères hommes et femmes impliqués dans la coopération sous- régionale formée à l'intégration des outils et instruments de coopération sous-régionale et régionale dans les programmes et budgets nationaux -Nombre d'organisations féminines impliquées dans le commerce trans-frontalier renforcées	•B = AD en 2007 ; C = 40 – 50 % •Sources : MINEFI, MINREX, MINPLAPDAT, MINCOMMERCE B=AD en 2007 C=30-40 recensées et renforcées	•Mobilisation à temps des ressources nécessaires ; •Mobilité des cadres formés RAS	CEA /BSR- AC= \$30.000 BIT = \$ 20.000 UNIFEM =\$ 50 000	\$ 70.000	\$ 100.000	Partenaires institutionnels, politiques et financiers: CEMAC, CEEAC, UA, BM, BAD, UE.

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques (R=) et Hypothèses (H=)	Ressources propres NU (a)	Ressources à mobiliser (b)	Coût total (a+b)	Rôle des Partenaires
2.4. Produit de programme Système d'information sur les mécanismes et outils d'intégration économique et sectoriel désagrégées par sexe, disponible.	a) Base données sur les mécanismes et les outils d'intégration économique sous régionale disponibles. b) Rapport d'évaluation de la mise en œuvre disponible	•a) B = non dispo en 2007 ; C = Fonctionnelle •b) C = disponible •Sources : MINEFI, MINREX, MINPLAPDAT, MINCOMMERCE, CEA/BSR-AC	•Mobilisation à temps des ressources nécessaires ;	CEA/BSR-AC = \$ 10.000 PNUD	\$ 40.000	\$ 50.000	Partenaires institutionnels, politiques et financiers : CEMAC, CEEAC, UA, BM, BAD, UE, Mincommerce.
Effet de Programmes pays n°3 : Le système de suivi/évaluation des politiques et programmes macro-économiques et sectoriels renforcé et systématisé.							
3.1 Produit de programme : Normes, codes et usages internationalement reconnus pour la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion des données statistiques adoptés	a) Pourcentage de nomenclature et de codes statistiques unifiés b) % d'enquêtes et de recensements à couverture nationale avec le visa de l'INS	•a) B= à dét. pour 2007 ; C= 50% •b) B = à déterminer pour 2007 ; C = 100% en 2012 Sources : INS, UNICEF, UNFPA	•Tenue régulière des réunions statutaires du CNS •Programme décennal d'enquêtes disponible	UNFPA = \$ 10.000 CEA= \$ 5.000 UNICEF (à compléter)	(à compléter après communication UNICEF))	(à compléter après communication UNICEF))	AFRISTAT (appui technique) Paris 21 Coopération Française
3.2. Produit de programme : Capacités du gouvernement pour la gestion dynamique des bases de données intégrées et désagrégées pour le développement renforcé	a) DEV INFO opérationnelle b) REDATAM opérationnelle	•B = Etat des lieux en 2007 ; C = Opérationnalité en 2010 (Sources : INS, MINSANTE, MINEDUC, UNICEF, UNFPA)	•Synergie entre différents partenaires et intervenants	UNICEF (à compléter) UNFPA = \$ 200.000 PNUD	(à compléter après communication UNICEF)	(à compléter après communication UNICEF)	Banque Mondiale Union Européenne AFRISTAT
3.3 Produit de programme Programme national des enquêtes et recensements sur la période 2008 – 2012 intégrant les données en matière de suivi des OMDs, du DSRP et de l'UNDAF, établi	Pourcentage des enquêtes et recensements dans le programme ayant un engagement du SNU	•B = 0 en 2006 (Groupe Programme des Nations Unies) ; C= 100% en 2012 •Sources : INS, MINSANTE, MINEDUC, UNICEF, UNFPA	•Synergie entre différents partenaires et intervenants	UNFPA = \$ 600.000 UNICEF (à compléter) PNUD	(à compléter après communication UNICEF))	(à compléter après communication UNICEF)	Banque Mondiale Union Européenne AFRISTAT
3.4 Produit de programme Diffusion et utilisation de l'information résultant des enquêtes et études à des fins de suivi/évaluation des programmes améliorées	a) Pourcentage des utilisateurs potentiels qui ont reçu l'information b) Pourcentage des utilisateurs potentiels qui ont reçu utilisé l'information	•a) B = 0 en 2007 Groupe Programme des Nations Unies ; C = 100% en 2012 •b) B = 0 en 2007 ; C = 60% Sources : UNICEF, UNFPA, UNDP, MINSANTE, MINEDUC	•Volonté politique	UNICEF (à compléter) UNFPA (à compléter) PNUD	(à compléter après communication montants par UNFPA et UNICEF)	(à compléter après communication montants par UNFPA et UNICEF)	Banque Mondiale Union Européenne AFRISTAT
3.5. Produit de programme Mécanismes de suivi/évaluation des programmes macro-économiques et sectoriels renforcés	a) Pourcentage de ministères partenaires disposant d'une unité de suivi évaluation opérationnelle b) Pourcentage des ministères disposant des Point Focaux Genre opérationnels	•B = A déterminer en 2007 ; C = 100 % •Sources : UNICEF, UNFPA, UNDP, MINSANTE, MINEDUC	•Volonté politique •Synergie entre les agences et divers partenaires gouvernementaux	UNICEF (à compléter) UNFPA (à compléter) PNUD UNIFEM (à compléter)	(à compléter après communication montants par UNFPA et UNICEF)	(à compléter après communication montants par UNFPA et UNICEF)	Partenaires institutionnels et financiers : Banque Mondiale Union Européenne

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques (R=) et Hypothèses (H=)	Ressources propres NU (a)	Ressources à mobiliser (b)	Coût total (a+b)	Rôle des Partenaires
							AFRISTAT
Effet de Programmes pays n°4 : Le secteur rural est appuyé à travers la mise en œuvre de la stratégie du Développement du secteur rural, en vue de contribuer à la sécurité alimentaire d'ici 2012							
4.1 Produit de Programme Pays : - Les actions de plaidoyer sont menées auprès du Gouvernement et des bailleurs de fonds en vue d'allouer plus de ressources au secteur du développement rural - les ressources d'aide au développement du secteur rural sont renforcées	a) % du budget alloué au développement rural b) Table ronde des bailleurs de fonds du secteur rural organisé c) Nbre d'actions de Plaidoyer menées auprès des décideurs d) % de l'aide allouée au secteur rural c) Nbre d'entreprises privées créées dans le secteur rural	<ul style="list-style-type: none"> • B = 6% • C = 10% • C = 15 à 20 • C = 15 à 20 actions de plaidoyers C = B+ 10%	- Stabilité politique - bonne gouvernance - Volonté politique	FAO 10.000 \$ PAM CEA-BRAC UNIFEM : +\$25.000 Plaidoyer			MINPLAPDAT, MINEFI, MINADER, MINEPIA, MINFOF, UE, Partenaires bilatéraux
4.2 Produit de Programme Pays : - Les contraintes actuelles qui limitent l'accès à la propriété foncière pour les populations locales sont identifiées et des solutions proposées	Résultats d'enquête sur les contraintes actuelles limitant l'accès à la propriété foncière disponibles		Volonté politique et Gouvernance	FAO 30.000 \$ UNIFEM			MINATD MINDAF MINADER
4.3 Produit de Programme Pays : - Un cadre réglementaire en matière foncière, tenant compte des intérêts des populations locales est disponible	Textes réglementaires en matière foncière, tenant compte des intérêts des populations locales, adoptés et diffusés		Volonté politique et Gouvernance	FAO PNUD			MINATD MINDAF MINADER
4.4 Produit de Programme Pays : Les acteurs locaux sont formés à l'auto assistance et au développement des activités économiques	a)- nombre et types de formations organisées b)- nombre de personnes formées c) nombre de personnes formées en auto emplois et en développement des activités économiques ;		- forte participation des communautés - forte implication des structures gouvernementales	FAO PAM PNUD ONUDI			MINADER MINEPIA Partenaires bilatéraux union Européenne

II. Domaine de Coopération ONU / Gouvernement : Développement Social

Le développement social a été identifié comme axe de coopération principal car il est au coeur des préoccupations à la fois du gouvernement du Cameroun et de la communauté internationale. Cette préoccupation de développement social se reflète en effet au travers :

- **Des OMDs et de la déclaration du Millénaire :**
 - * En matière éducative : notamment au travers des OMD n°2, 3 et 6 (Education primaire pour tous, Egalité des sexes et lutte contre le VIH/SIDA).
 - * En matière de santé : notamment au travers des OMD n°1, 4, 5, 6, 7 et 8 (Lutte contre la malnutrition, Réduction de la mortalité infantile et de la mortalité maternelle, lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme, promotion des pratiques d'hygiène et d'assainissement ainsi qu'à la fourniture des médicaments essentiels et produits pharmaceutiques).
- **Des stratégies sectorielles adoptées ou en cours d'élaboration au Cameroun :**
 - * La Stratégie du Secteur de l'Education, validée en Juillet 2006 à travers laquelle le Gouvernement du Cameroun s'est engagé à fournir une éducation de base de qualité pour tous d'ici 2015 et à développer les autres ordres d'enseignement et de formation pendant la même période.
 - * La Stratégie sectorielle de santé, adoptée en 2001, dans laquelle le Gouvernement du Cameroun s'est engagé à : i) réduire de 1/3 au moins la charge morbide et la mortalité des groupes de population les plus vulnérables, ii) mettre en place à une heure de marche et pour 90 % de la population une formation sanitaire délivrant le paquet minimum d'activités et, iii) pratiquer une gestion efficace et efficiente des ressources dans 90% des formations sanitaires et services de santé publics et privés, à différents niveaux de la pyramide
- **L'Analyse Pays des Nations Unies (Décembre 2006) :**
 - * En matière de santé, les différents domaines prioritaires de coopération identifiés sont : i) la stratégie pour la région africaine en faveur de la survie de l'enfant, ii) la promotion des pratiques favorables à la santé de la mère et de l'enfant, y compris l'hygiène et l'assainissement du milieu, iii) l'amélioration de la situation nutritionnelle, iv) la réduction de la mortalité maternelle et de la mortalité infantile, v) la promotion de la planification familiale, vi) le renforcement de la lutte contre les IST et le SIDA, vii) le renforcement institutionnel, viii) l'amélioration des capacités nationales en matière de coordination, de gestion des ressources et d'intégration des différents programmes, ix) le développement d'un système de surveillance épidémiologique des maladies non transmissibles, x) le renforcement des ressources humaines, xi) la mobilisation du financement alternatif, xii) le renforcement de la planification décentralisée et du système national d'information sanitaire, xiii) l'appui aux politiques sociales ayant un impact sur la santé des enfants, des adolescents et des jeunes, et des femmes en âge de procréer et, xiv) le renforcement de la préparation et de la réponse aux situations d'urgence (épidémies, catastrophes) et **xx) appui au renforcement de l'environnement protecteur des couches vulnérables y compris les minorités.**
- **L'état actuel des indicateurs sociaux**, qui impose que les ressources disponibles soient concentrées sur les secteurs sociaux :
 - * En matière d'éducation, les indicateurs d'éducation pour le Cameroun, même s'ils sont au dessus de la moyenne de la plupart des pays de la sous région pour le primaire, restent encore insuffisants face aux engagements des Objectifs du Millénaire pour le Développement en matière d'éducation. De plus, les autres ordres d'enseignements et de formation requièrent la mobilisation d'efforts importants et les indicateurs de qualité sur l'ensemble du système demeurent encore relativement faibles.
 - * Les indicateurs majeurs de santé ne sont guère meilleurs : le taux de mortalité infantile (74‰), celui infanto juvénile (144 ‰) et la mortalité maternelle (669 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes) restent particulièrement élevés.

Ainsi, le Système des Nations Unies au Cameroun (SNU), qui possède un avantage comparatif dans la formulation et la mise en œuvre des politiques et stratégies sociales au sein de la communauté internationale, se propose-t-il, dans le cadre de l'UNDAF 2008-2012 de contribuer en matière de développement social à ce que « **D'ici 2012, les politiques et les programmes sociaux prenant en compte les droits humains et l'égalité du genre en vue de promouvoir le bien-être social, sont (re)formulés / renforcés, mis en œuvre, suivis et évalués pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement** »

Pour atteindre ce résultat, les agences s'engagent à fournir :

- **En matière de soutien à la formulation de politiques et de programmes sociaux :**
 - * L'élaboration d'un plan national de mise en oeuvre de la stratégie sectorielle de santé révisée et l'élaboration des politiques et stratégies de distribution de micronutriments en matière de santé.
 - * L'élaboration et la validation de politique et stratégies nationales de protection sociale, dont celles des politiques communales de prise en charge des populations vulnérables.
 - * La coordination, le suivi et les révisions de la Stratégie du Secteur de l'Education
 - * La formulation et la mise en œuvre de la Politique et de la stratégie de formation professionnelle formulée, en prenant en compte le VIH/SIDA.

- **En matière de mise en œuvre des politiques et programmes sociaux,** le SNU s'engage dans ses zones d'intervention à :
 - * Etendre l'éducation parentale et préscolaire à base communautaire
 - * Intégrer et généraliser dans les curricula du primaire, du secondaire et des Ecoles Normales Supérieures et d'Instituteurs l'enseignement à l'EVF, au VIH/IST, aux Compétences de Vie Courante, à l'Education à la Santé/Nutrition, à l'Eau, à l'Hygiène et à l'Assainissement et aux NTIC et au besoin, en harmonie avec les autres pays de la sous région.
 - * Réaliser un plaidoyer pour (i) mobiliser des ressources pour améliorer l'environnement scolaire dans le primaire et le secondaire (ii) un partenariat renforcé avec le secteur privé en vue d'une formation professionnelle de qualité et d'une insertion effective des apprenants dans le monde du travail.
 - * Améliorer la qualité de l'éducation dans les écoles primaires et secondaires des zones d'intervention
 - * Accélérer l'alphabétisation fonctionnelle des adultes (avec un accent particulier sur les femmes) et l'éducation de base non formelle pour les enfants et les jeunes non scolarisés ou déscolarisés accélérée
 - * Accélérer l'éducation des filles dans le primaire et à améliorer leur transition, maintien et achèvement du 1er cycle du secondaire
 - * Améliorer la gestion participative de l'école améliorée dans les zones d'intervention
 - * Favoriser l'éducation, l'alphabétisation et la formation professionnelle des populations victimes de crises
 - * Réaliser des ouvrages d'eau et d'assainissement dans le préscolaire et le primaire des zones d'intervention
 - * Renforcer les capacités des structures de santé et des communautés à :
 - Identifier et résoudre les problèmes prioritaires de santé,
 - Promouvoir des pratiques favorables à la santé de la reproduction, la nutrition, l'hygiène l'assainissement, la lutte contre le VIH, contre les mutilations génitales, les fistules vésico-vaginales
 - Délivrer les services à base communautaires.
 - Planifier, coordonner, gérer, suivre et évaluer les interventions, mobiliser les ressources, en matière de santé de la reproduction et de nutrition en faveur des femmes, des adolescents/jeunes et des enfants par la formation des enseignants, l'amélioration des méthodes pédagogiques et la fourniture de supports et matériels didactiques non discriminatoires.
 - Fournir un paquet d'activités de qualité en matière de santé maternelle et infantile, de la reproduction et de nutrition en faveur des femmes, des adolescents/jeunes et des enfants.
 - Fournir une prise en charge (PEC) globale du VIH/SIDA, de la tuberculose et du paludisme,
 - * Conduire des activités de vaccination supplémentaires aux populations à risque en cas de besoin
 - * Appuyer le renforcement de l'environnement protecteur des couches sociales vulnérables et des minorités.

- **En matière de suivi /évaluation de programmes et politiques sociaux le SNU fournira :**
 - * Un système d'information et de gestion de l'éducation au MINEDUB, MINESEC, MINESUP, MINEFOP et au MINJEUN.

Matrice Développement Social

Priorité ou buts nationaux : Bien-être social de la population amélioré

- **DSRP Axe 6 : le renforcement des ressources humaines, du secteur social et l'insertion des groupes défavorisés dans le circuit économique**
- **OMD n°2 - Assurer l'éducation primaire pour tous**
 - CIBLE 3 - D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires
- **OMD n°3 - Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes**
 - CIBLE 4 - Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005, si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015, au plus tard
- **OMD n°6 - Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies**
 - CIBLE 7 - D'ici à 2015, avoir stoppé la propagation du VIH/sida et avoir commencé à inverser la tendance actuelle
 - CIBLE 8 - D'ici à 2015, avoir maîtriser le paludisme et d'autres grandes maladies, et avoir commencé à inverser la tendance actuelle

Effet (Outcome) de l'UNDAF à la fin du cycle de programme :

D'ici 2012, les politiques et les programmes sociaux prenant en compte les droits humains et l'égalité du genre en vue de promouvoir le bien-être social, sont (re)formulés / renforcés, mis en œuvre, suivis et évalués pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques et Hypothèses	Ressources propres NU (a)	Ressources à mobiliser (b)	Coût total (a+b)	Rôle Des Partenaires
Effet des Programmes Pays n°1 : Les politiques et les programmes sociaux basés sur les droits humains et l'égalité du genre en vue de promouvoir le bien-être social sont (re) formulés/renforcés pour l'atteinte des OMD							
Produit de programme Pays n°1.1 Coordination, suivi et révisions de la Stratégie du Secteur de l'Education renforcés	1. Compte rendu des réunions de coordination disponibles 2. Rapports de suivi disponibles 3. Documents révisés du SWAP disponibles		1. Collaboration effective entre le Gouvernement et les PTF dans les procédures de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation de la stratégie 2. Moyens humains mis à dispo. pour les besoins de la coordination	UNESCO:\$151.000 UNFPA :\$20.000 UNICEF :\$25.000 PAM PNUD UNIFEM			Maîtres d'Ouvrage : MINEDUB – MINESEC MINESUP - MINFOP Partenaires techniques et Financiers : FTI AFD Banque Mondiale BAD Japon Canada
Produit de programme Pays n°1.2 Politique / stratégie de formation professionnelle formulée et mise en œuvre, tout en prenant en compte le VIH/SIDA et le genre	1. Document de politique disponible 2. Pourcentage d'activités réalisées annuellement par rapport à celles planifiées		1. Engagement politique actuel maintenu 2. Consensus effectif des bailleurs de fonds à soutenir cette politique	UNESCO: \$20.000 BIT UNFPA :\$100.000 PNUD UNIFEM			Maître d'Ouvrage : MINFOP Partenaires techniques et Financiers : Banque Mondiale AFD Canada

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques et Hypothèses	Ressources propres NU (a)	Ressources à mobiliser (b)	Coût total (a+b)	Rôle Des Partenaires
Produit de programme Pays 1.3 Le plan stratégique national de mise en oeuvre de la stratégie sectorielle de santé révisée produit	Le plan national est disponible Le plan national prend en compte les droits des bénéficiaires	B = non C = oui B = non C = oui	ID	UNFPA : 50,000 \$ Montants à confirmer : OMS UNICEF : 100,000\$ (à confirmer) ONUSIDA, BM	A déterminer au plus tard Décembre 2007.	A confirmer au plus tard Décembre 2007.	Toute la coopération bilatérale et multilatérale Société civile, ONG ... Appui technique Appui financier
Produit de Programme Pays 1.4 Les politiques et stratégies de distribution de micronutriments développées en matière de santé	Existence des documents de politique et stratégie Les politiques et stratégies prennent en compte les droits des bénéficiaires	B = 0 Cible (pour 2012) C = 4 (Vit A, Fer, Iode, Zinc)	ID	UNFPA : 200,000 \$ Montants à confirmer : OMS : 10 000 \$ UNICEF : 100 000\$ (à confirmer) UNFPA	A déterminer au plus tard Décembre 2007	A confirmer au plus tard Décembre 2007.	
Produit de Programme Pays 1.5 Politique et stratégies nationales de protection sociale prenant en compte le genre élaborées et validées ; politiques communales de prise en charge des populations vulnérables élaborées, adoptées et mise en oeuvre dans les ZI.	<ul style="list-style-type: none"> •Doc. de politique existant •Doc. de politique validé •Doc. de stratégie existant •Doc. de stratégies validés •Nbre d'assurés et pensionnaires percevant leurs droits dans les délais 	B = 0 C = 4 documents	H : Coordination insuffisante H : Mobilisation des ressources financières de la contrepartie	210,000 \$ UNICEF = 130.000 \$ PNUD = 25 000 \$ ONUSIDA UNESCO UNFPA = 10.000 \$ BIT = 50 000 \$ UNIFEM OMS : 10 000 \$	450,000 \$	660,000 \$	MINAS (coordination, mob. des partenaires et des ressources) MINJUSTICE, MINATD, MINPROFF, Alliance des Maires, MINTSS (Assistance Technique, mob. des partenaires et des ressources) ONG
Produit de Programme Pays 1.6 Lois élaborées, adoptées et mises en oeuvre (handicapés, CPE, Code de famille, révision de la loi sur l'état civil, loi sur les violences faites aux femmes...).	<ul style="list-style-type: none"> - Code de Protection de l'enfant adopté - Code de la famille adopté et promulgué - Loi spécifique sur les personnes handicapées adoptée et promulguée - Loi sur l'état civil révisée - Textes d'application adoptées. - loi sur les VVF adopté 	B = 0 C = 1 C = 1 C = 1 C = 1	H : Volonté politique insuffisante	300,000 \$ UNICEF = 280.000 \$ BIT = 20 000 \$ Montants à déterminer pour : PNUD, UNESCO UNFPA, UNHCR PAM, Banque Mondiale UNIFEM	800,000 \$ 20. 000 \$	1, 100,000 \$	MINJUSTICE (Leader, mob. des parten. et des ressources, Coordination) ; MINAS, MINATD MINPROF, MINTSS MINCOM (Assistance Technique) ONGs : Execution
Effet des Programmes Pays n°2 : Les politiques et les programmes sociaux basés sur les droits humains et l'égalité du genre en vue de promouvoir le bien-être social sont <u>mis en oeuvre</u> pour l'atteinte des OMD							
Secteur éducation							

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques et Hypothèses	Ressources propres NU (a)	Ressources à mobiliser (b)	Coût total (a+b)	Rôle Des Partenaires
Produit de Programme Pays n° 2.1 Education parentale et préscolaire à base communautaire étendues dans les zones d'intervention ;	1. Nombre de familles ayant bénéficié de sessions d'Education Parentale 2. % d'enfants débutant l'école à l'âge légal désagrégé par sexe 3. Nombres de structures préscolaires communautaires mises en place et fonctionnelles	B= 8.000 C= B+ 3.000 annuellement	1. Difficultés d'accès aux zones d'intervention 2. Stabilité du pays 3. Capacités de Mob. de ressources des Agences	UNICEF : \$1.200.000 UNESCO : UNFPA : UNHCR : PAM : Total estimé : \$1.350.000 FAO	\$2.500.000	\$3.850.000	Maître d'Ouvrage : MINEDUB Partenaires techniques et Financiers : Banque Mondiale Plan international CRS
Produit de Programme Pays n° 2.2 EVF, VIH/IST, Compétences de Vie Courante, Education à la Santé/Nutrition, à l'Eau, à l'Hygiène et à l'Assainissement, aux NTIC et au genre intégrés dans les curricula du primaire, du secondaire et des Ecoles Normales Supérieures et d'Instituteurs et généralisés dans l'enseignement au besoin, en harmonie avec les autres pays de la sous région.	1. Curricula d'enseignement des TIC dans le primaire disponibles 2. Curricula EVF/EMP/VIH SIDA enseignés dans 100% des écoles normales d'instituteurs et des écoles normales supérieures. 3. 100% des Enseignants en poste formés au plan national . 4. Curricula EVF/EMP/VIH SIDA enseignés dans 100% des écoles de la zone d'intervention 5. Nombre d'écoles primaires enseignant les TIC dans les zones d'intervention. 6. Nombre d'élèves, d'enseignants, de directeurs, et d'inspecteurs formés à la pratique des TIC.	B= Non C= Oui B=0 (2006) C=100% B=0 (2006) C=100% B=0 (2006) C=100% B=51 C= à déterminer B= à déterminer C= à déterminer	H = L'appui politique des Ministres de l'éducation dont ceux de la sous région est effectif H= Les Ressources Financières sont disponibles H= Maintenance des équipements assurée R = Ethique professionnelle insuffisante (due à une motivation faible, faibles mécanismes de répression, etc.) H= Ouvrages d'eau et d'assainissement minimum disponibles et fonctionnelles dans les écoles d'intervention	UNFPA: \$700.000 UNESCO:\$793.000 UNICEF:\$250.000 UNHCR : OMS : ONUDI : UNIFEM : à déterminer		USD 11 Millions Dont VIH = 5 EVF=UNFP A CVC=2,5 Eau, Hygiène, S/N = 2 TIC= 1,5	Maître d'Ouvrage : MINEDUB, MINESEC. Partenaires techniques et Financiers : Plan International Fondation MTN CRS BAD CEMAC CEAC Banque Mondiale : BID AFD Japon Chine Plan International BID AFD BAD
Produit de programme Pays n°2.3 Plaidoyer pour la mobilisation de ressources en vue de l'amélioration de	1. Nombres d'écoles répondant aux normes standard dans les zones d'intervention. 2. Nombre de partenariats conclus et	B= 150 C= 500 B= 1 entreprise	R= Jeunes exploités par les entreprises privées H= Engagement	UNICEF : 250.000 USD PAM : PNUD : BIT: UNIFEM (GRB)		\$ 1 million	Maître d'ouvrage : MINEDUB/ MINESEC (environnement scolaire) MINFOP (formation prof et insertion)

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques et Hypothèses	Ressources propres NU (a)	Ressources à mobiliser (b)	Coût total (a+b)	Rôle Des Partenaires
l'environnement scolaire au primaire et secondaire et pour un partenariat renforcé avec le secteur privé en vue d'une formation professionnelle de qualité et d'une insertion effective des apprenants dans le monde du travail	fonctionnels avec le secteur privé pour l'amélioration de l'environnement scolaire. 3. Nombre d'entreprises accueillant des jeunes en formation professionnelle	C= 5 entreprises (2012) B= BIT C= BIT	politique effectif (mise en application d'une politique de protection sociale)				MINJEUN Partenaires techniques et Financiers : BM, BAD, AFD, Japon, Chine, BID, Plan International.
Produit de Programme Pays n°2.4 Qualité de l'éducation améliorée dans les écoles primaires et secondaires des zones d'intervention par la formation des enseignants, l'amélioration des méthodes pédagogiques et la fourniture de supports et matériels didactiques non discriminatoires	1. Nombre d'enseignants formés à la NAP et à l'APC ; 2. Nombre d'enseignants formés au genre, 3. Nombre de manuels de base analysés par rapport à leur sensibilité au genre. 4. Ratio manuel / enseignant et manuel / élève	1. B = < 10% ; C= Tous les enseignants de la zone d'intervention 2. B = < 10% ; C= = Tous les enseignants de la zone d'intervention 3. B= 1 ; C= 7 au primaire 4. B >>1 ; C=1	1. Forte volonté politique	UNICEF : \$1,2 Millions (primaire) UNFPA : \$100 000 UNESCO : \$100 000 PAM (primaire) BM : \$18.2 million		\$ 10 millions	Maître d'Ouvrage : MINEDUB / MINESEC Partenaires Techniques et Financiers : Banque Mondiale Francophonie AFD BID
Produit de programme Pays n°2.5 Alphabétisation fonctionnelle des adultes avec un accent particulier sur les femmes Et Education de base non formelle pour les enfants et les jeunes non scolarisés ou déscolarisés accélérée dans les zones d'intervention	1. Taux d'alphabétisation désagrégés par sexe 2. Nombre d'enfants et de jeunes inscrits dans les programmes d'éducation de base non formelle 3. Nombre d'enfants et de jeunes réinsérés dans le système formel d'éducation 4. Nombre de jeunes ayant bénéficié d'une formation	1. B= 59,8%; C= B+15 % pour les femmes 2. B= UNICEF C = 15000 enfants et jeunes 2. C= 10% de la cible précédente. B= BIT C = 15000 enfants et jeunes	H= Engagement et Soutien de la communauté acquis	UNESCO : \$125 000 UNICEF : \$550 000 UNFPA : \$ 100 000 PAM = à déterminer BIT : PNUD : HCR UNIFEM		\$ 3 millions	Maître d'Ouvrage : MINJEUN (alphabétisation) MINEDUB (éducation non formelle) MINFOP (formation professionnelle) MINPROFF Partenaires techniques et Financiers : BID, Chine, AFD, BAD

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques et Hypothèses	Ressources propres NU (a)	Ressources à mobiliser (b)	Coût total (a+b)	Rôle Des Partenaires
Produit de Programme Pays n°2.6 Education des filles accélérée dans le primaire Et Transition, maintien et achèvement (1 ^{er} cycle du secondaire) des filles amélioré dans les zones d'intervention	1. Taux d'Accès des filles en première année du primaire 2. Indice de parité par rapport au TBS au TNS 3. Taux de maintien des Filles au primaire 4. Taux de redoublement au primaire 5. Taux d'achèvement au primaire 6. Taux de réussite des Filles au CEP 7. Taux de transition des filles du primaire au secondaire 8. Taux de maintien des Filles au secondaire 9. Taux de redoublement au secondaire 10. Taux d'achèvement des filles au secondaire	B = 87,56 C = B+10% B = 0,81 C = 1 B = 56,81 C = B+15% B = 25,5% C = B -10% B = 56,01 C = B+10% B = 75% C = B+10% B = 60,26 % C = B+15% B = 97,5 C = B+3%	H = Forte volonté politique H= Parents favorables à l'éducation des Filles H=Environnement scolaire propice à l'accueil et au maintien des filles R = Pauvreté des familles	UNICEF: \$1 000 000 UNFPA PAM : \$100.000 UNESCO:\$50.000 UNHCR :		\$ 4 millions	Pour le Primaire : Maître d'Ouvrage : MINEDUB Partenaires techniques et Financiers : Banque Mondiale : BID Plan International Pour le secondaire : Maître d'Ouvrage : MINESEC Partenaires Techniques et Financiers : Banque Mondiale BID Plan International
Produit de programme Pays n°2.7 Gestion participative de l'école améliorée dans les zones d'intervention	1. Les élèves participent à la gestion de la vie scolaire dans 100% des écoles d'intervention. 2. AME, APE, CE existants et fonctionnels dans 100% des écoles d'intervention.	B= 300 écoles C= 600 écoles B= APE, CE existants ; AME = 300 écoles C= APE, CE fonctionnels ; AME = 600 fonctionnels	1. Volonté et collaboration de l'administration scolaire et des enseignants en faveur de la participation effective des élèves	UNICEF \$ 200 000 PAM UNESCO		\$ 1 million	Maître d'Ouvrage : MINEDUB Partenaires techniques et Financiers : AGBESI, Plan International
Produit de programme Pays n°2.8 Education, alphabétisation et formation professionnelle des populations victimes de crises assurées	<ul style="list-style-type: none"> •% d'enfants préscolarisés temporairement dans les délais de 8 semaines suivant le déclenchement de la crise •% d'enfants préscolarisés de manière pérenne après 8 semaines •% d'adultes alphabétisés 	C= 100% C= 100% C= 100%	<ul style="list-style-type: none"> •H = Ressources humaines compétentes disponibles •H = Infrastructures et équipements disponibles •H = Accompagnement psychologique, 	UNICEF : \$ 300 000 UNHCR : UNFPA : \$ 100 000 UNESCO: \$25 000 OMS BIT			Maître d'Ouvrage : MINREX Ministères Partenaires : MINEDUB -MINESEC – MINESUP-MINAS - %INPLAPDAT – MINATD - MINFOP Partenaires techniques et Financiers : France – USA –

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques et Hypothèses	Ressources propres NU (a)	Ressources à mobiliser (b)	Coût total (a+b)	Rôle Des Partenaires
	en phase de réhabilitation •% d'adultes bénéficiaires de formation professionnelle en phase de réhabilitation	C= 100%	sanitaire et nutritionnel des enfants victimes adéquats				Canada – Chine - Japon
Produit de programme Pays n°2.9 Ouvrages d'Eau et d'Assainissement réalisés dans le préscolaire et le primaire dans les zones d'intervention	1. Nombre d'ouvrage d'eau potable réalisés et fonctionnelles dans le préscolaire et le primaire 2. Nombre d'ouvrages d'assainissement réalisés et fonctionnelles dans le préscolaire et le primaire.	B =< 25 % des écoles de la zone d'intervention C = 50%	1. Mainte nance des équipements assurée 2. Implicati on effective des Communautés et des Enseignants Ressources financières disponibles	UNICEF : 1 000 000 USD OMS : 150 000 \$ BIT (Approche HIMO)		USD 6 millions	Maître d'Ouvrage : MINEDUB Partenaires techniques et Financiers : Croix Rouge : MTN-Foundation Plan International
Secteur Santé							
Produit de Programme Pays n°2.10 Les capacités des structures de santé et des communautés à planifier, coordonner, gérer, suivre et évaluer les interventions, mobiliser les ressources, en matière de santé de santé de la reproduction et de nutrition en faveur des femmes, des adolescents/jeunes et des enfants renforcées dans les zones d'intervention	Proportion des DS des ZI disposant d'un PDS et de plan opérationnels % d'équipes formées en planification, coordination, suivi, évaluation et supervisions à différents niveaux de la pyramide sanitaire (niveau central et ZI) % de DS disposant d'un SIG fonctionnel % de recherche opérationnelle en SR réalisées	B = 0 C = 100% des équipes formées B = 0 C = 100% des équipes formées B = 0 C = 100% des équipes formées	ID ID ID	Montants à confirmer : OMS : 250 000 \$ <i>UNIFEM</i> UNICEF : 100,000\$ <i>(à confirmer)</i> UNFPA 700,000 Banque Mondiale (US\$20-25 million à confirmer)	A déterminer au plus tard Décembre 2007.	A confirmer au plus tard Décembre 2007.	Partenaires de santé opérant dans chaque ZI à déterminer au cours de la cartographie initiale • Appui technique • Appui financier Partenaires de santé opérant dans chaque ZI à déterminer au cours de la cartographie initiale •Appui technique •Appui financier ID

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques et Hypothèses	Ressources propres NU (a)	Ressources à mobiliser (b)	Coût total (a+b)	Rôle Des Partenaires
	% d'équipes formées ayant assuré des activités de gestion de l'information sanitaire, de surveillance des maladies, de préparation et de réponse aux urgences	B = 0 C = 100% des équipes formées	ID	OMS : 200 000 \$	ID	ID	ID
	Existence d'un plan de développement des ressources humaines	B= non C= oui	ID	Montants à confirmer : OMS : 300 000 \$	ID	ID	Appui technique Appui financier=
	% d'équipes formées ayant assuré des activités de recherche opérationnelle	B = 0 C = 100% des équipes formées	ID	ID	ID	ID	
Produit de programme Pays n°2.11 Les capacités des structures de santé et des communautés à fournir un paquet d'activités de qualité en matière de santé maternelle et infantile, de la reproduction et de nutrition en faveur des femmes, des adolescents/jeunes et des enfants renforcées dans les zones d'intervention (PEV, SONU, PF, SRA conviviaux, PCIME, MGF, FVV, PTME, PECP, IHAB) *	% d'aires dans les zones d'intervention offrant le paquet complet des interventions	B = AD C = 100%	H = Engagement politique H = Mécanisme efficace de suivi des approvisionnements (vaccins, produits SR,...) et autres intrants H = Existence d'un mécanisme efficace de mobilisation des ressources H= Existence d'un mécanisme de stimulation de la demande	UNFPA : 850,000USD UNICEF :1,000,000 \$(à confirmer) OMS : 150 000 \$ ONUSIDA UNIFEM Montant à confirmer	A déterminer au plus tard Décembre 2007.	A confirmer au plus tard Décembre 2007.	GTZ FEMEC SCS PIAN Cam ACMS • Offre de soins MINADER, MINAS MINPROFEM, MINCOM, MINESEC MINEDUB, MINJEUNE, MINTSS MINESUP, MINPROFF MINSANTE Stimulation de la demande
	% de DS offrant des services de SONU et disposant d'un système de réf/évacuation	B = AD C = 100%		UNFPA : 1 000 000 \$ UNICEF : 300,000\$ (à confirmer) OMS : 100 000 \$	A déterminer au plus tard Décembre 2007	ID	
	% de FS fournissant des prestations de réparation des FV simples	B = AD C = 100%		UNFPA : 225,000\$ OMS : 50 000 \$	ID		
	% des FS dans les ZI disposant des compétences nécessaires pour la prévention et la	B = AD C = 100%		UNFPA :310,000 \$	ID		

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques et Hypothèses	Ressources propres NU (a)	Ressources à mobiliser (b)	Coût total (a+b)	Rôle Des Partenaires
	PEC des mutilations génétales et FVV						
	% de districts de santé dans les zones d'intervention offrant le paquet complémentaire de soins	B = AD C = 100%		ID UNICEF : 250,000\$ (à confirmer)	ID UNIFEM	ID	ID ONG
	Proportion annuelle de formations sanitaires sans rupture de stock d'intrants traceurs (vaccins, contraceptifs, préservatifs masculins et féminins, médicaments essentiels,...) dans les zones d'intervention	B = AD C = 100%		UNFPA : 10,000\$ OMS : 120 000 \$ UNICEF pour médicaments et vaccins :20,000\$(à confirmer)		ID	CENAME CAPP • Approvisi onement en intrants
	% de FS avec chaîne de froid fonctionnelle de la logistique requise et d'un apport selon les normes en vaccins et en vitamine A dans les ZI	B = AD C= 100%		OMS : 120 000 \$ UNICEF : 3,000,000\$ (à confirmer)	ID	ID	GAVI Appui financier
Produit de Programme Pays 2.12	Couverture vaccinale au cours des AVS organisée dans les zones touchées	B = Polio : 100 % VAR : AD Fièvre jaune : AD TMN : AD	ID	UNICEF : 2,500,000\$ (à confirmer) OMS : 2 500 000 \$ Banque Mondiale	ID	ID	
Le paquet pour les activités de vaccination supplémentaires est fourni aux populations à risque en cas de besoin	Nombre d'AVS réalisés	C = Polio : 100 % VAR : 95% cible Fièvre jaune : 100% cible FJ TMN : 80% VAT2		Montant à confirmer			
Produit de Programme Pays n°2.13	% d'aires dans les zones d'intervention offrant une PEC globale pour le VIH- SIDA	B = AD C = 100%	H = Engagement politique H = Mécanisme efficace de suivi des	Montant à confirmer : UNICEF :2,500,000 \$(à confirmer)	A déterminer au plus tard Décembre 2007.	A confirmer au plus tard Décembre 2007.	CNLS PNLP PNLT FMSTP ACMS MINESEC MINEDUB MINJEUNE MINTSS MINESUP MINSANTE
Les capacités des structures de santé et des communautés	% de districts de santé dans les ZI offrant une PEC globale VIH et SIDA	B = AD C = 100%	approvisi oneme nts (vaccins, produits SR,...) et autres intrants H = Existence d'un mécanisme efficace de	OMS : 100 000 \$ ONUSIDA Banque Mondiale (US\$35 million à confirmer)			
à fournir une prise en charge (PEC) globale **	%age de ZI délivrant des CDV de manière ininterrompue	B=AD C= 60% des zones d'intervention	de mobilisation des ressources et de stimulation de la				
du VIH/SIDA, de la tuberculose et du paludisme renforcées dans les ZI	%age de ZI disposant d'un CIEE fonctionnel	B=AD C= 60% des ZI					
	%age de ZI disposant des capacités nécessaires	B=AD C= 60% des zones					

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques et Hypothèses	Ressources propres NU (a)	Ressources à mobiliser (b)	Coût total (a+b)	Rôle Des Partenaires
	pour la promotion de l'utilisation des MII et du kit de PEC à domicile	d'intervention	demande				
	% de ZI disposant de capacités nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie de CCC et de réduction de la stigmatisation face au VIH/SIDA et tuberculose	B=AD C= 60% des zones d'intervention					
	% des écoles dispensant des enseignements EVF/EMP dans les ZI % des établi. pénitenciers et garnisons de police ayant des actions de lutte contre le VIH/SIDA % des entreprises disposant d'un plan d'activités de lutte contre le VIH/SIDA	B=AD C= 60% des zones d'intervention		OMS : 50 000 \$	UNFPA : \$ 200,0000 UNFPA : \$ 200.0000 UNFPA :150,000 ONUSIDA		
Produit de Programme Pays n°2.14	% d'équipes formées ayant mené des activités d'identification et de résolution des problèmes prioritaires de santé.	B = AD C = 100%	H = Engagement politique	Montant à confirmer : UNICEF :500,000\$ OMS ONUSIDA UNIFEM Banque Mondiale	A déterminer au plus tard Décembre 2007.	A confirmer au plus tard Décembre 2007.	CNLS PNLP PNLT FMSTP ACMS MINESEC MINEDUB MINJEUNE MINTSS MINESUP MINSANTE
Les capacités des structures de santé, des communautés et des associations locales, à identifier et résoudre les problèmes prioritaires de santé, à promouvoir des pratiques favorables à la santé de reproduction, la nutrition, l'hygiène l'assainissement, la lutte contre le VIH, les mutilations génitales, les fistules vésicovaginales.	% d'équipes communautaires formées aux activités de promotion des pratiques favorables à la nutrition, à la SR, l'hygiène l'assainissement, la lutte contre le VIH	B = AD C = 100%	H = Mécanisme efficace de suivi des approvisionnements (vaccins, produits SR,...) et autres intrants	UNFPA : 500,000 \$ OMS : 50 000 \$	A déterminer au plus tard Décembre 2007	A déterminer au plus tard Décembre 2007D	
et à délivrer les services à base communautaires renforcées dans les ZI.	% d'équipes formées ayant mené des activités de fourniture de services à base communautaires en SR	B = AD C = 100%	H = Existence d'un mécanisme efficace de mobilisation des ressources	UNFPA : 100,000 \$ OMS : 50 000 \$	A déterminer au plus tard Décembre 2007	ID	
	% des villages disposant des SBC dans les zones d'intervention	B = AD C = 100%	H= Existence d'un mécanisme de stimulation de la demande	UNFPA : 500,000 \$ OMS : 10 000 \$	A déterminer au plus tard Décembre 2007	ID	

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques et Hypothèses	Ressources propres NU (a)	Ressources à mobiliser (b)	Coût total (a+b)	Rôle Des Partenaires
	% des structures formées en PEC des problèmes de SR des adolescents/jeunes	B = AD C = 100%		OMS : 50 000 \$	A déterminer au plus tard Décembre 2007	ID	
Secteur Protection Sociale							
Produit de Programme Pays 2.15 Les Capacités des populations vulnérables (et en particulier les Femmes vivant avec le VIH, les Enfants orphelins et vulnérables dans un contexte de VIH et de SIDA, les Enfants victimes de violence, d'Exploitation et d'Abus, les Mineurs en conflit avec la loi, les Enfants abandonnés, les Enfants issus de Minorités, etc.), des structures, y compris la CNPS, des acteurs, et des détenteurs de droits de la protection sociale renforcée.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'acteurs formés (magistrats, OPJ, assistants sociaux...) Nombre de détenteurs droits formés ; Nombre de communautés sensibilisées ; Nombre de structures appuyées. 	B1 = 200 B2 = 25.500 C1 = 1000 C2 = 100.000	Ressources financières insuffisances	Total : 415,000 \$ HCDH : 100000 \$ UNICEF : 240000 \$ UNFPA = 65.000 \$ BIT = 10 000 \$ A déterminer : ONUSIDA UNESCO PNUD UNIFEM : 50.000	655,000 \$	1, 070,000 \$	MINAS et MINJUSTICE : coordination, mobilisation des partenaires et des ressources MINATD : Ass. Tech MINCOM : Ass. Tech MINPROF MINTSS MINCOM ONG et associations Autorités religieuses et traditionnelles
Effet des Programmes Pays n°3 : Les politiques et les programmes sociaux basés sur les droits humains et l'égalité du genre en vue de promouvoir le bien-être social sont suivis/évalués pour l'atteinte des OMD							
Produit de programme Pays n°3.1 Système d'Information et de Gestion de l'Education mis en place/renforcé au MINEDUB, MINESEC, MINESUP, MINEFOP, MINJEUN,	<ul style="list-style-type: none"> Annuaire statistique fiable de l'éducation publié annuellement Annuaire statistique inclut les données de l'éducation non formelle Annuaire statistique fiable de l'alphabétisation publié annuellement Annuaire statistique fiable de la formation professionnelle publié annuellement 	B= Oui, mais à améliorer (2006) C= Oui et fiable. B= non C= oui B= non C= oui B= non C= oui	1. Les personnels d'enseignement et d'encadrement collaborent effectivement à la collecte et au traitement des données	UNESCO: \$150000 UNFPA: \$ 160 000 UNICEF: \$250 000 PAM PNUD BIT UNHCR		\$ 800.000	Maître d'Ouvrage : MINEDUB MINESEC - MINESUP / MINJEUN - MINEFOP Partenaires techniques et Financiers : BM, AFD, BID, Chine, AFD, Canada, BAD, Japon

**** La prise en charge (PEC) globale du VIH et SIDA comporte :** Dépistage (conseil pré et post tes - test de dépistage), Prise en charge des infections opportunistes, Prise en charge par les ARV (bilan pré thérapeutique - administration des ARV - aide à l'observance, Accompagnement psychosocial, Prise en charge communautaire : suivi à domicile – accompagnement psychosocial famille – aide à la nutrition – soins palliatifs

**** La prise en charge (PEC) globale de la tuberculose comporte :** Dépistage (test de dépistage TB et VIH), Prise en charge par les antituberculeux (selon la stratégie DOTS (prise directement observée du traitement en milieu hospitalier), suivi biologique, Accompagnement psychosocial, Prise en charge communautaire (suivi à domicile – aide à l'observance).

**** La prise en charge (PEC) globale du paludisme comporte :** Fourniture d'une moustiquaire imprégnée à la femme enceinte, Traitement préventif intermittent chez la femme enceinte, Traitement curatif du paludisme chez la femme enceinte (le cas échéant), Fourniture d'une moustiquaire imprégnée au nouveau né, Prise en charge à domicile du paludisme simple, Prise en charge en formation hospitalière du paludisme grave dans les 24h (surtout chez l'enfant).

III. Domaine de Coopération ONU / Gouvernement : Gouvernance

Le choix de la gouvernance comme thème majeur de la coopération ONU / Gouvernement découle notamment :

- Des Objectifs du millénaire 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8 de façon indirecte car les actions de gouvernance permettent une augmentation des ressources indirectes pour l'Etat et les collectivités publiques ainsi qu'une meilleure allocation desdites ressources (par réduction automatique des ressources financières diverties au niveau individuel. L'objectif 3 est référencé par l'effet de programme pays 3 qui concerne le genre
- De la Déclaration du Millénaire et notamment des chapitres 3 (développement et élimination de la pauvreté) et chapitre 5 (promotion de la démocratie, de l'état de droit, des droits humains et des libertés fondamentales)
- Du DSRP: Le chapitre 7 du DSRP formule des orientations générales et des actions stratégiques relatives à la gouvernance. Le Programme National de Gouvernance opérationnalise le volet gouvernance du DSRP en énonçant de façon précise les activités, les indicateurs de références et les responsabilités institutionnelles. De plus, l'adoption du PNG a constitué une conditionnalité forte pour l'approbation du programme économique et financier du Gouvernement par le FMI et la Banque Mondiale.

Ce choix découle également des avantages comparatifs des Nations Unies dans ce domaine et notamment :

- Existence des agences spécialisées des Nations Unies dans la gouvernance (PNUD pour la gouvernance globale, HCDH pour la démocratie et les droits de l'homme, BIT pour le droit du travail, toutes les agences pour les questions de genre)
- Neutralité du SNU
- Expériences, expertises et connaissances avérées en matière de gouvernance

Ainsi l'Effet attendu de la coopération ONU / Cameroun souhaite avoir l'effet suivant : «D'ici 2012, les capacités des institutions publiques et des structures spécifiques de la société civiles, sont renforcées afin de mieux de prendre en compte les droits humains et questions d'équité et de genre, et oeuvrent effectivement pour l'amélioration de la Gouvernance »,

Pour atteindre cet effet, 5 effets de programme pays ont été déterminés à savoir :

- l'amélioration de l'efficacité et de la transparence dans la gestion de l'Etat,
- l'amélioration de l'état de droit et le renforcement du respect des droits humains,
- la systématisation de la prise en compte des questions d'équité et de genre dans la formulation et la mise en œuvre des politiques, stratégies et programmes de développement,
- l'amélioration d'un dialogue social pour une meilleure gestion des affaires publiques et enfin le renforcement du processus de décentralisation.
- Le renforcement de la décentralisation de l'Etat

La réalisation de ces effets de programme pays passera essentiellement par

- l'adoption d'outils et de cadres de référence normatifs,
- la mise en place de plateformes de dialogue en vue du renforcement de la participation de tous les acteurs à la gestion des affaires publiques,
- le renforcement des capacités des structures et institutions spécifiques. Pour ce faire, les dimensions d'équité, de genre et de droits humains ont été prises en compte de façon systématique.

Matrice des résultats de l'UNDAF - Gouvernance

Priorités ou buts nationaux :

- Améliorer la Gouvernance pour promouvoir le DHD et atteindre les OMD

Effet (Outcome de l'UNDAF à la fin du cycle de programme :

- D'ici 2012, Institutions publiques et structures spécifiques de la société civile capables d'intégrer dans leurs actions les préoccupations relatives aux droits humains, les questions d'équité et de genre et oeuvrent effectivement pour l'amélioration de la Gouvernance

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques et Hypothèses	Ressources propres NU (a)	Ressources à mobiliser (b)	Coût total (a+b)	Rôle des Partenaires
Effet du Programme Pays N° 1							
L'efficacité et la transparence dans la gestion de l'Etat sont améliorées							
Produit de Programme Pays 1.1. Cadres de référence normatifs pour la lutte contre la corruption (LCC)	1.1.1. Loi sur la corruption et la bonne gouvernance élaborée et adoptée	B = la loi n'existe pas C=la loi est adoptée et promulguée	H = La volonté politique observée devrait se poursuivre	PNUD : 175.000\$US HCDH : 100.000\$US UNIFEM	PNUD : 400.000\$US	PNUD : 500.000\$US HCDH : 100.000\$US	BAD : Appui à la CONAC
	1.1.2. Politique & stratégie de LCC élaborées et adoptées	B = Existence d'un Programme national de gouvernance prévoyant l'adoption desdits documents C = le Gouvernement dispose d'une politique et d'une stratégie de LCC					
	1.1.3. Lois révisées en fonction de la CNUCC	B = Lois à réviser identifiées C = 80 % de lois révisées					
	1.1.4. Lois harmonisées avec la CNUCC, référencées dans un seul code	B = Les lois existantes sont dispersées dans plusieurs codes C = Existence d'un code de lois référentiel concernant la LCC					
	1.1.5 Cadre d'opération de la CONAC d'avec les autres institutions nationales de LCC opérationnel	B= Non C= oui					
Produit de Programme Pays 1.2. Plateforme de dialogue pour une gestion transparente & efficace de l'Etat mise en place et	1.2.1. Vision de développement économique et social à long terme adopté et mise en œuvre par le Gvt	B = Non C = Oui	H = L'orientation stratégique du Gvt devrait se confirmer	PNUD : 100.000\$US HCDH : 100.000\$US	PNUD : 200.000\$US HCDH : 100.000\$US	PNUD : 300.000\$US HCDH : 200.000\$US	Expérience des pays du Sud-Est asiatique à capitaliser
	1.2.2. Réseau national des ONGs et de la société civile pour la LCC créé, dynamisé et fonctionnel	B = le réseau n'existe pas C = réseau créé ; membres répertoriés et réseau produisant un rapport annuel sur l'état de la corruption	H = Qualité de la représentativité des ONGs établie R = Auto structuration des ONGs pas réalisée	BM : US\$ 10 million ; Renforcement de Capacité pour la Transparence et la Responsabilité			Gvt (Primature, Ministères Justice, Affaires Sociale, Education Nationale, Economie et Plan, Droits de l'Homme,

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques et Hypothèses	Ressources propres NU (a)	Ressources à mobiliser (b)	Coût total (a+b)	Rôle des Partenaires
fonctionnelle	1.2.3. Plateforme de dialogue pour le suivi de la performance dans le secteur des finances publiques approuvé par le Gouvernement et mis en œuvre	B = Existence d'un document diagnostic de la plate forme "finances publiques" à valider par le Gouvernement C = Programme conjoint gouvernement/bailleurs de fonds d'amélioration de la gestion des finances publiques		(1.2.3) + US\$ 15 million (Appui budgétaire - voir cible dans 1.2.3 ci-dessous) UNIFEM			Administration du Territoire), supervision, coordination et mise en œuvre, mobilisation de ressources avec le Comité multi-bailleurs (CMB) et le groupe 8 + 6
	1.2.4. Plateforme de dialogue pour le suivi de l'effectivité de l'Aide Publique au Développement (APD) mis en œuvre et fonctionnel	B = Existence d'un programme conjoint Gvt/Bailleurs sur l'APD en cours de mise en œuvre C = Processus et procédures de gestion des projets exécutés par le Gvt harmonisés					
Effet du Programme Pays N° 2 :							
Etat de droit amélioré et respect des droits humains renforcé							
Produit de Programme Pays 2.1. Cadres de référence normatifs & outils pour l'organisation des opérations électorales	2.1.1. ELECAM opérationnel	B = Existence de l'ONEL & d'un texte de loi régissant l'organisation des élections C = Elections de 2011 organisée sous l'égide de la CENI	R = Absence de véritable consensus sur l'opérationnalisation de la CENI (ELECAM)	PNUD : 500.000\$US HCDH : 100.000\$US	PNUD : 2.000.000\$US HCDH : 100.000\$US	PNUD : 2.750.000\$US HCDH : 200.000\$US	Le Gvt, Pays-Bas, France, USA, Canada, Allemagne, OCDE, Banque Mondiale.
	2.1.2. Code électoral mis à jour	B = Coexistence de plusieurs dispositions légales existantes pour chaque type d'élection C = Un seul code existe					
	2.1.3. Fichier électoral informatisé	B = Non C = Oui					
Produit de Programme Pays 2.2. Cadres de référence normatifs et outils pour le renforcement du respect des droits humains adoptés	2.2.1. Plan d'action de protection et de promotion des DH adopté, mis en œuvre et conforme aux engagements internationaux pris par le Cameroun	B = Non C = Oui	H = La Volonté politique observée devrait se poursuivre	PNUD : 50.000\$US PNUD : 200.000\$US HCDH : 100.000\$US UNESCO UNIFEM	PNUD : 50.000\$US PNUD : 200.000\$US HCDH : 100.000\$US HCDH : 50.000\$US UNESCO	PNUD : 100.000\$US PNUD : 400.000\$US HCDH : 150.000\$US UNESCO	L'Assemblée Nationale adopte les lois et textes législatifs Les Ministères sectoriels (Education, formation professionnelle) intègrent les DH dans les curricula d'enseignement
	2.2.2. Cahiers pédagogiques pour l'éducation aux DH vulgarisés	B = Non C = Les DH sont intégrés dans les programmes scolaires et les curricula de formation et l'accès aux infos sur les DH est possible sur Internet					

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques et Hypothèses	Ressources propres NU (a)	Ressources à mobiliser (b)	Coût total (a+b)	Rôle des Partenaires
	2.2.3. Lois pour la protection et la promotion des Droits Humains promulgués et jurisprudence vulgarisé sur site Internet et accessible à tous 2.2.4 Loi discriminatoires à l'égard des femmes inventorié et vulgarisées 2.2.5 Traduction de la CEDEF en langues locales 2.2.6 Politiques, stratégies, approches et mécanismes favorables à la participation des femmes aux processus électoraux adopté et/ou mise en œuvre	B = Lois à réviser identifiées C = 80 % des lois révisées B= CEDEF traduit en 4 langues locale C=CEDEF traduit en 3 autres langues B = Non C = Participation accrue des femmes aux processus électoraux		UNIFEM = \$25.0000 UNIFEM= 150.000	UNIFEM= 250.000 UNESCO		
Produit de Programme Pays 2.3. Capacités des Structures & Institutions en charge de l'organisation des opérations électorales renforcées	2.3.1. Structures et Institutions (Conseil Constitutionnel, Cour Suprême et ELECAM) de gestion du contentieux électoral capables de gérer le processus électoral	B = Non C = Oui	R = Pas de consensus sur la mise en opération de "ELECAM"	PNUD : 100.000\$US HCDH : 100.000\$US	PNUD : 100.000\$US	PNUD : 200.000\$US	Les ONGs et membres des Institutions/structures formées s'organisent en réseaux pour leur implication efficace dans le déroulement des opérations électorales transparentes Gvt : Mise en œuvre ; mobilisation des ressources ; supervision ; suivi/évaluation
	2.3.2. Réseau d'appui à la gestion des élections par la société civile créé et fonctionnel 2.3.3. Cadres de ONEL/ELECAM formés à l'approche genre	B = Non C = Participation du réseau à l'organisation et à la gestion des élections de 2011		UNIFEM= \$ 25.000			
Produit de Programme Pays 2.4. Capacités des structures et Institutions en charge du renforcement des droits humains renforcées	2.4.1. Capacités du personnel des structures et Institutions en charge du respect des Droits Humains renforcées (CNDHL, ONGs, Formateurs, Personnel judiciaire et para judiciaire, Commission de l'Assemblée Nationale)	B = Personnel cible à identifier C = Capacités des personnes cibles renforcées	H = La volonté politique observée devrait se poursuivre	HCDH : 100.000\$US UNIFEM : \$50.000	HCDH : 50.000\$US	HCDH : 150.000\$US	Gvt : Mobilisation des ressources ; Supervision Les ONGs et membres des Institutions/structures formées comme relais assureront la restitution/démultiplication des formations reçues
Produit de Programme Pays 2.5. Capacités TIC des structures et Institutions spécifiques de Gouvernance renforcées	2.5.1. Document de stratégie TIC sensible au genre validé par le Gouvernement	B = Existence d'un draft C = Le Gvt dispose d'un stratégie TIC, outil d'orientation de sa politique	H = La volonté politique observée devrait se poursuivre	PNUD : 50.000\$US CEA-AC : 60.000\$US UNIFEM : \$ 10.000	PNUD : 50.000\$US	PNUD : 100.000\$US CEA-AC : 60.000\$US	Le Gvt et la CEA-AC apporteront des ressources pour appuyer l'organisation de l'atelier Divers appuis seront apportés à l'ANTIC, au Ministère de la Justice et à l'Assemblée Nationale
	2.5.2. Portail d'informations juridiques accessible au citoyen	B = Non C = Oui					

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques et Hypothèses	Ressources propres NU (a)	Ressources à mobiliser (b)	Coût total (a+b)	Rôle des Partenaires
(ANTIC; MINJSUTICE, Assemblée Nationale)	2.5.3. Portail d'information des actions de l'Assemblée Nationale accessible aux citoyens et dissémination de l'information auprès des mass médias	B = Non C = Oui					
Effet du Programme Pays N° 3 : Dialogue social amélioré pour une meilleure gestion des affaires publiques							
Produit de Programme Pays 3.1. les cadres de références normatifs et les outils dans le domaine du dialogue social sont adoptés et mis en œuvre par le Gvt	3.1.1. Plateformes pour les concertations tripartites Etat/employeur/travailleurs (Commission nationale de travail & Commission national de santé et sécurité) établies et fonctionnelles	B = Les réunions se tiennent de façon ad-hoc et irrégulière C = Oui C = Oui	H = La volonté politique observée devrait se poursuivre	BIT : 55.000\$US PNUD : 25.000\$US CEA-AC : 15.000\$US	BIT : 25.000\$US	BIT : 80.000\$US PNUD : 25.000\$US CEA-AC : 15.000\$US	Gvt : mise en œuvre, supervision, mobilisation des ressources
	3.1.2. Plateformes pour les concertations secteur public/secteur privé/société civile (Comité interministériel élargi au secteur privé - CIESP) établies et fonctionnelles	B = Les réunions se tiennent de façon ad-hoc et irrégulière C = Oui					
	3.1.3. Charte nationale du dialogue social opérationnelle	B = Existence d'un document préliminaire portant éléments substantiels de la charte C = Oui					
Produit de Programme Pays 3.2. Les capacités techniques et institutionnelles pour la diversité culturelle, le dialogue interculturel et social renforcés	3.2.1. Effectifs des membres cibles des Commissions tripartites formés en techniques de négociation et sur les normes internationales	B = Environ 20 % des mandants sont déjà formés C = 80 % des mandants sont formés	H = La volonté politique observée devrait se poursuivre	BIT : 105.000\$ BM : \$ 50.000 (Analyse écon. sur la problématique du Genre) UNESCO	BIT : 125.000\$US UNESCO	BIT : 230.000\$US UNESCO	
	3.2.2. Effectifs des membres cibles des comités secteur public/privé, Société civile formées sur les techniques et outils de gestion économique concertée	B = Environ 20 % des mandants sont déjà formés C = 80 % des mandants sont formés					
	3.2.3. Capacités des médias et de la presse renforcées pour appuyer le dialogue social	B = 315 animateurs de radios communautaires formés. C = 80 % des mandants sont formés					
	3.2.4 Nombre de forums nationaux et régionaux organisés sur la diversité culturelle et le dialogue interculturel	B= Une rencontre des grandes aires culturelles du Cameroun et de l'Afrique centrale est déjà programmée.					

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques et Hypothèses	Ressources propres NU (a)	Ressources à mobiliser (b)	Coût total (a+b)	Rôle des Partenaires
		C = 50% des chefferies traditionnelles sont sensibilisés et s'approprient du concept de la diversité culturelle					
Effet du Programme Pays N° 4							
Processus de décentralisation renforcé							
Produit de Programme Pays 4.1. Cadres de référence normatifs & outils renforcés pour une décentralisation effective	4.1.1. Phase II Programme de Gouvernance urbaine (PGU) formulé et mis en œuvre	B = Première phase du PGU en cours de clôture C = Nouveau PGU est formulé et mis en œuvre	R = Ensemble des ressources nécessaires pas mobilisées à temps	PNUD : 500.000\$US UNFPA : 50.000\$US UNESCO : 2.000 000 US\$ BM : 20 million US\$ (renf. communautés rurales)	PNUD : 1.000.000\$US UNFPA : 15.000\$US UNESCO	PNUD : 1.500.000\$US UNFPA : 65.000\$US UNESCO	Gvt : mise en œuvre, supervision, mobilisation des ressources, doit en assurer l'appropriation
	4.1.2. Programme National de Développement Participatif - PNDP mis en œuvre	B = PNDP déjà formulé et mise en œuvre déjà entamée C = Oui					
	4.1.3. Radios communautaires développées et fonctionnelles	B = 21 Radios fonctionnent C = 50 radios fonctionnent					
Produit de Programme Pays 4.2. Capacités des structures & Institutions en charge de la décentralisation renforcée	4.2.1. Les membres de la CVUC (Communes Villes Unies du Cameroun) formés en tant que relais, en négociation, planification & gestion au niveau décentralisé	B = CVUC déjà créée et opérationnelle mais membres à identifier après élections municipales de 2007 C = 80 % des mandants sont formés	R = Faible avancée du processus de décentralisation	PNUD : (cf. 4.1.)	PNUD : (cf. 4.1.)	PNUD : (cf. 4.1.)	Les orientations seront précisées à la suite de la table ronde sur la gouvernance urbaine prévue pour le premier semestre 2007
	4.2.2. Réseau des Maires créé et opérationnel	B = Création du réseau en cours C = Réseau créé, membres répertoriés et réseau produisant un rapport annuel sur l'état du développement urbain et de l'habitat au Cameroun					
	4.2.3. Elus locaux formés en gouvernance locale	B = 8 Provinces sur 10 déjà formées C = Programme de formation des élus locaux harmonisé et 80 % des mandants formés					
Effet du Programme Pays N° 5							
La prise en compte des questions d'équité et de genre est systématisée dans la formulation et la mise en œuvre des politiques, stratégies et programmes de développement							
Produit de Programme Pays 5.1. Les	5.1.1. Stratégie nationale pour la promotion du genre élaborée, adoptée et mise en œuvre	B = Non C = Oui	H = Une réelle volonté politique est maintenue	UNFPA : 1.100.000\$US	UNFPA : 200.000\$US	UNFPA : 1.300.000\$US	Gvt (MINPROFF, MINAS, MINPLAPDAT, tous les

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques et Hypothèses	Ressources propres NU (a)	Ressources à mobiliser (b)	Coût total (a+b)	Rôle des Partenaires
cadres de références et les outils/normes dans le domaine du genre sont adoptés et mis en œuvre par le Gvt	5.1.2. Budget national élaboré tenant compte des préoccupations de la budgétisation "genre"	B = Non C = Oui	jusqu'au bout du Programme	HCDH : 150.000\$US PNUD : 100.000\$US UNIFEM:\$400.000	HCDH : 50.000\$US PNUD : 100.000\$US UNIFEM:200.000	HCDH : 200.000\$US PNUD : 200.000\$US	Ministères sectoriels) mise en œuvre, mobilisation des ressources, supervision et suivi/évaluation des actions BM, UE, CANAD, USA. Mobilisation des ressources, expertises techniques ; Réseaux ONG/Ass : sensibilisation des populations
	5.1.3. Législation pour la promotion de la femme promulguée	B = Lois cibles à identifier C = 80 % des lois cibles révisées		UNIFEM:\$115.000			
	5.1.4. Code de la famille et des personnes adopté et mis en œuvre par le Gvt	B = Première mouture du code disponible C = Existence d'un projet ou programme d'appui à la mise en œuvre des dispositions régissant le code de la famille		UNIFEM=\$ 50.000			
	5.1.5. Dispositif pour la mise en œuvre de la CEDEF adopté et fonctionnel	B = Non C = Oui		UNIFEM: \$50.000			
	5.1.6. Plate forme pour les actions de sensibilisation et de plaidoyer en direction des populations, décideurs et leaders mis en place	B = Les réunions se tiennent de façon ad-hoc et irrégulière C = Oui					
Produit de Programme Pays 5.2. Les capacités techniques et institutionnelles pour l'intégration du genre dans la formulation et la mise en œuvre des politiques, stratégies et programmes sont renforcées	5.2.1. Réseau genre redynamisé	B = Le réseau n'existe pas C = Réseau créé, membres répertoriés et réseau produisant un rapport annuel sur l'état du genre au Cameroun	H = Qualité de la représentation des membres du réseau établie	Cf. 5.1.1.	Cf. 5.1.1.	Cf. 5.1.1.	Gvt : Supervision, mise en œuvre, mobilisation
	5.2.2. Des modules de formation sur les questions de genre développés et validés	B = Chaque Institution développe ses modules de formation et identifie ses cibles C = Oui		UNIFEM :\$10.000 (Gender Budgeting training kit)			
	5.2.3. Des cliniques juridiques organisées dans les zones d'intervention	B = Non C=Oui					
	5.2.4. Capacités du personnel des structures et Institutions (pool de formateurs, groupements féminins, acteurs chargés de la mise en œuvre des programmes, planificateurs) en charge de la promotion du genre renforcées.	B = Personnel cible à identifier C = 80 % des mandants formés		UNIFEM:\$30.000 UNESCO			

IV. Domaine de Coopération ONU / Gouvernement : Prévention et Gestion des Crises

Conformément à la Déclaration du Millénaire en son chapitre VI (élargir et renforcer la protection des civils dans les situations d'urgences complexes), et compte tenu du contexte géopolitique sous-régional instable (Tchad, RCA) et de la potentialité de crises humanitaires, le Gouvernement du Cameroun s'est engagé, dans son Plan National de Contingence (PNC), à réduire les effets des crises sur les populations présentes au Cameroun. En ce sens, même si cette préoccupation n'était pas clairement exprimée dans le DSRP, l'Analyse Pays a fait ressortir la nécessité pour le Système des Nations Unies (SNU) au Cameroun de renforcer sa contribution en matière de gestion des crises. Ceci se justifiait d'autant que la contribution du SNU en la matière ne s'inscrivait pas dans un cadre défini au préalable mais correspondait plutôt à des appuis spécifiques de certaines agences, avec un focus sur la réponse plutôt que sur la planification et la prévention. De plus, la contribution des agences des Nations Unies à la réponse gouvernementale aux crises s'est avérée nécessaire par le passé.

Aussi, le SNU se propose-t-il, dans le cadre de l'UNDAF 2008-2012 de contribuer au renforcement des capacités du pays en matière de prévention et de réponses aux crises naturelles, sanitaires et humaines.

Pour ce faire les agences ont identifiés trois effets de programmes pays portant sur le renforcement des capacités en matière de planification, d'intervention aux titres de prévention et de réponse, ainsi que de coordination et suivi/évaluation.

Pour ce qui est de la planification, les agences contribueront à la réalisation des produits suivants : i) la finalisation et la mise à jour régulière du PNC, ii) l'élaboration et la mise à jour du plan de contingence inter agence ainsi que iii) l'élaboration et la mise à jour des plans opérationnels de riposte aux niveaux national et provincial.

En matière d'actions pour la prévention et la réponse, 5 produits ont été identifiés : i) l'évaluation des capacités humaines et logistiques, ii) l'identification et le pré positionnement des stocks de sécurité en vivres, produits de santé, matériels et équipements, iii) la réalisation d'appréciations rapides dans les 72h suivant le déclenchement de la crise, iv) la formation des acteurs clés du secteur public, de la société civile et du SNU au Cameroun à la gestion des crises, et v) la mise en oeuvre du plan de contingence inter agence.

Au titre de la coordination et du suivi/évaluation, les agences du SNU contribueront à la réalisation de 4 produits : i) le renforcement de la coordination nationale avec intégration de la société civile et des partenaires internationaux, ii) l'établissement et la mise à jour d'une cartographie de risques et vulnérabilité, iii) le renforcement des capacités institutionnelles de collecte et traitement des données, et iv) l'opérationnalisation de mécanismes de suivi/évaluation et compte rendu.

Cette démarche s'inscrit dans une optique de collaboration accrue avec les partenaires gouvernementaux, de la société civile et de la communauté internationale, qui ont récemment manifesté leur intérêt à travailler plus étroitement ensemble à l'occasion de la révision du Plan National de Contingence et se sont engagés à soutenir sa mise en oeuvre.

Matrice des résultats de l'UNDAF : Gestion des crises

Buts :

- D'ici 2012, les effets des crises sur les populations au Cameroun sont considérablement réduits conformément au Plan National de Contingence.

Effet (Outcome) de l'UNDAF à la fin du cycle de programme :

- D'ici 2012, les capacités du Cameroun à répondre effectivement aux crises naturelles, sanitaires et humaines sont renforcée.

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques (R =) et Hypothèses (H=)	Ressources propres des NU (a)	Ressources à mobiliser (b)	Coût total (a+b)	Rôle des Partenaires
Effet des Programmes Pays n°1 La planification des réponses aux crises éventuelles est améliorée	•Les différents plans sont disponibles	•B = Draft de plan national de contingence disponible (S= MINADT/DPC 2006) •C = Tous les plans disponibles et régulièrement mis à jour	•R : Tous les risques de crises ne sont pas intégrés aux plans	•US\$100,000	•US\$250,000 plus les ressources humaines	•US\$ 350,000 + ressources humaines	•Assistance technique •Mobilisation des ressources
Produit de Programme Pays 1.1 Le plan de contingence complété finalisé et régulièrement mis à jour	Plan de contingence disponible	•B = Draft de PNC sur huit risques disponible (S = MINADT/DPC 2006) •C = Révision du plan tous les deux ans (3 révisions d'ici 2012)(S = MINADT/DPC 2006)	•R : Tous les risques de crises ne sont pas intégrés au plan	•US\$45,000 à financer par : •UNICEF : 10,000 •UNHCR : A déterminer •UNFPA : 10,000 •FAO : A déterminer •PAM : A déterminer •PNUD : A déterminer •UNIFEM : à déterminer	Ressources humaines	•US\$ 45,000 + ressources humaines	•Assistance technique de la part de MINATD/DPC, FICR et CRC •Participation de •PR, PM, MINREX, MINSANTE, MINEDUB, MINDEF, MINESECMIN, ADER, MINAS, MINEPIA, MINPROFF
Produit de Programme Pays 1.2 Un plan opérationnel annuel de riposte (prévention et réponse) élaboré aux différents niveaux (national, régional et communal)	•Plan opérationnel de riposte disponible aux différents niveaux y compris cartographie de risque et vulnérabilité	• B = Aucun plan opérationnel disponible en novembre 2006 •C = Plan opérationnel dispo. à tous les niveaux et mis à jour deux fois (S = MINADT/DPC)	•R : Tous les risques de crise ne sont pris en compte dans le plan	•US\$45,000 à financer par : •UNICEF : 2,000 •UNHCR : A Déterminer •UNFPA : 15,000 •PAM : A Déterminer •FAO : A Déterminer •PNUD : A Déterminer	•US\$250,000 (à raison de US\$25,000 par province) •Ministères sectoriels concernés •Chine •USA •France •UE •et autres	•US\$ 295,000	•Assistance technique (Ministères sectoriels et ONG concernés) et financière (Chine, USA, France, UE et autres) •Mobilisation des acteurs (MINATD/DPC)

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques (R =) et Hypothèses (H=)	Ressources propres des NU (a)	Ressources à mobiliser (b)	Coût total (a+b)	Rôle des Partenaires
Produit de Programme Pays 1.3 Le Plan de Contingence inter agence élaboré et régulièrement mis à jour	<ul style="list-style-type: none"> • Plan de contingence interagence disponible 	<ul style="list-style-type: none"> • B = Aucun plan interagence disponible en novembre 2006 • C = 4 mises à jour d'ici 20012. 		<ul style="list-style-type: none"> • US\$ 9,000 Toutes les agences concernées : • PAM : A Déterminer • UNHCR : 1,000 • UNICEF : 1,000 • UNFPA : 1,000 • PNUD : A Déterminer • UNESCO : A Déterminer • OMS : A Déterminer • FAO : A Déterminer • UNHCDH : A Déterminer • UNIFEM : à déterminer 	•-	• US\$ 9,000	
Effet des Programmes Pays n°2 Les actions de prévention et de réponse aux crises sont mises en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Une réponse adéquate est apportée en cas de crise • Pourcentage de réponses par rapport aux crises enregistrées • Pourcentage d'actions réalisées par rapport aux planifiées 	<ul style="list-style-type: none"> • B = NA • C = Des actions de prévention pour tous types de risques et des actions de réponse menées à chaque crise (S = Rapports MINATD/DPC) 	<ul style="list-style-type: none"> • H : La mobilisation à temps des ressources adéquates 	<ul style="list-style-type: none"> • US\$330,000 plus budget des actions lors de déclenchements des crises 	<ul style="list-style-type: none"> • US\$550,000 plus budget de la logistique 	<ul style="list-style-type: none"> • US\$ 880,000 + budget des actions lors de déclenchements des crises 	<ul style="list-style-type: none"> • Mobilisation des ressources et expertises techniques
Produit de programme Pays 2.1 Capacités logistiques et humaines disponibles évaluées	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport d'analyse des capacités des intervenants potentiels disponible 	<ul style="list-style-type: none"> • B = Aucune évaluation des capacités logistiques et humaines disponible en novembre 2006 • C = Rapport d'analyse disponibles d'ici 2012 (S = Rapports MINATD/DPC) 	<ul style="list-style-type: none"> • R : Mauvaise auto-appréciation des compétences 	<ul style="list-style-type: none"> • US\$30,000 à financer par : • PAM : A Déterminer • UNHCR : A déterminer • OMS : A Déterminer • UNFPA : 5,000 \$ • UNICEF : 5,000 • FAO : A Déterminer • HCDH : A Déterminer 	<ul style="list-style-type: none"> • Ressources humaines (MINATD/DPC) 	<ul style="list-style-type: none"> • US\$ 30,000 + ressources humaines 	<ul style="list-style-type: none"> • Assistance technique (MINATD/DPC)
Produit de programme Pays 2.2 Stock de sécurité en vivres et produits de	<ul style="list-style-type: none"> • Les stocks d'urgence sont disponibles dans différentes provinces 	<ul style="list-style-type: none"> • B = Pas de stock inter agence pré positionné • C = Stocks 	<ul style="list-style-type: none"> • R : Gestion inadéquate des stocks • R: Peremption 	<ul style="list-style-type: none"> • A déterminer en fonction des besoins identifiés PAM (vivres), UNICEF 	<ul style="list-style-type: none"> • Moyens logistiques • Ressources humaines (à déterminer en fonction des besoins) 	<ul style="list-style-type: none"> • A déterminer en fonction des besoins identifiés 	<ul style="list-style-type: none"> • Assistance technique (Ministères techniques concernés, ONG) et financière (UE, USA,

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques (R =) et Hypothèses (H=)	Ressources propres des NU (a)	Ressources à mobiliser (b)	Coût total (a+b)	Rôle des Partenaires
santé, matériel et équipements pré positionnés	en fonction de la nature du risque de crise identifié	d'urgence pré positionnés et systématique dans les délais requis en fonction des crises (S = Rapports MINATD/DPC)	des produits	(vaccins, kits santé et éducation, chlore), FAO (semences), UNFPA : 50,000 (contraceptifs), OMS, UNHCR (NFIs) •Montants à déterminer en fonction du plan de contingence	•Montants à déterminer en fonction du plan de contingence		France et autres) •Moyens logistiques (MINDEF)
Produit de programme Pays 2.3 Appréciation rapide de la situation réalisée dans les 72 heures après le déclenchement de la crise	• Rapport d'appréciation disponible dans les 72 heures du déclenchement de la crise et partagé avec les autres intervenants	•B = N/A •C = Appréciations rapides réalisées (S = Rapports MINATD/DPC, Rapports des agences concernées)	•R : Insuffisante coordination •R : Accès difficile aux zones victimes de la crise •R : Insécurité •R : Retard dans la mobilisation des ressources	•US\$ 100.000 (base de calcul : 2 appréciations par an) •UNICEF, PAM, •UNHCR, OMS, •UNFPA, FAO • en fonction de la crise	•US\$ 50.000 base de calcul : 2 appréciations par an) •MINATD/DPC et Ministères et IONG concernés	•US\$ 150,000	•Mobilisation des ressources (PM, MINATD/DPC) •Expertise technique (MINATD/DPC, Ministères concernés et ONG)
Produit de programme Pays 2.4 Les acteurs du secteur public, de la société civile et le personnel des Nations Unies formés à la gestion de la crise	•Rapport d'analyse des besoins en formation disponible •Tout le personnel UN formé à la gestion de la crise •Responsables administratifs et de la société civile des zones à risque formés	•B = Personnel de certaines agences et cadres secteurs publics et société civile des provinces septentrionales formés (S = Rapports de formation UNICEF2004, PAM 2006 et HCR 2006) •C = Tous les acteurs identifiés dans l'analyse des capacités des zones à risques formés(S = Rapports de formation DPC, UN, Croix Rouge)	•R : Insuffisance de financement	•US\$ 200.000 (une formation initiale) •UNHCR: A déterminer •UNFPA: 15,000 •PAM: A Déterminer •OMS: A Déterminer •HCDH: A Déterminer •UNICEF: 30,000	•US\$ 500.000 (une formation initiale et un recyclage) •Chine, USA, UE et autres	•US\$ 700,000	•Mobilisation des ressources humaines (MINATD/DPC et Ministères concernés) et financières (Chine, USA, UE et autres)
Produit de programme Pays 2.5 Plan de contingence	•Pourcentage d'actions réalisées par rapport aux	•B = Non existence du plan de contingence	•R : Insuffisance de financement dans le temps	•A déterminer en fonction de la nature et de l'ampleur des	•A déterminer en fonction des crises	•A déterminer en fonction des crises	•Ressources à mobiliser

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques (R =) et Hypothèses (H=)	Ressources propres des NU (a)	Ressources à mobiliser (b)	Coût total (a+b)	Rôle des Partenaires
interagence mis en œuvre	planifiées • Mise à disposition à temps des ressources du SNU	interagence • C = Plan mis en œuvre avec les rôles des différents acteurs bien définis. • C = 100% d'activités réalisées	•	crises			
Effet des Programmes Pays n°3 Le système de coordination et de suivi/évaluation de la gestion des crises est renforcé	• Prise de décision adéquate et à temps sur base d'informations recueillies et partagé •	• B = Existence de structures mais faiblesse des outils et mécanismes (S = Rapport MINATD/DPC 2006) • C = Mécanisme de coordination, suivi/évaluation et reporting fonctionnel (S = Rapports MINATD/DPC)	• R : Faible engagement pour le suivi/évaluation et compte rendu	• US\$85,000 plus expertise technique	• US\$200,000 par le Gouvernement et autres partenaires	• US\$ 285,000 + expertise technique	•
Produit de programme Pays 3.1 Coordination interministérielle avec les ONG/Associations et les opérateurs internationaux (y compris l'ONU) établie et opérationnelle	• Le SNU et la société civile sont intégrés dans la structure de coordination existante • Le SNU participe à l'animation de la structure • Nombre de réunion du CMC tenues avec la participation de tous les membres • A chaque crise, le CMC a défini un plan d'action et a organisé une mission d'appréciation rapide dans les 72h suivant le déclenchement de la crise • Coordination	• B = Existence du Comité Mixte de crise (S = Rapports MINATD/DPC 2006) • C = Composition du Comité Mixte de Crise révisée • Respect du plan de contingence inter agence (S = Textes de création du comité amandé, Rapports du CMC, Rapports des agences)	• H : Partage systématique de l'information	• US\$50,000 • UNICEF: 10,000 • PNUD: A Déterminer • UNHCR: A déterminer • PAM: A Déterminer • UNIFEM : à déterminer	• US\$50,000 Gouvernement • (MINATD/DPC)	• US\$ 100,000	• Leadership gouvernemental • (MINATD/DPC) • Mobilisation des ressources • (MINATD/DPC) •

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques (R =) et Hypothèses (H=)	Ressources propres des NU (a)	Ressources à mobiliser (b)	Coût total (a+b)	Rôle des Partenaires
	efficace au sein du SNU						
Produit de programme Pays 3.2 Une cartographie des risques de vulnérabilité établie et régulièrement mise à jour	•Cartographie des risques de vulnérabilité disponible	•B = Inexistence de cartographies de risque de crise •C = Cartographie établie avant fin 2008 avec 2 révisions d'ici 2012 (S =Rapports MINATD/DPC)	•H : Participation active de tous les intervenants	•US\$25,000 pour l'élaboration de la première version cartographique •PAM : A Déterminer •UNICEF : 5,000	•US\$25,000 pour 2 révisions de la cartographie •MINATD/DPC, UE et autres	•US\$ 50,000	•Mobilisation des ressources (MINATD/DPC) •Expertise technique (MINATD/DPC)
Produit de programme Pays 3.3 Capacités institutionnelles de collecte et de traitement des données renforcées	•Disponibilités de l'information sur les risques et les crises	•B = Existence de données générales par le système d'alerte précoce (S = Rapports MINADER/SNAR, 2006, MINATD /DPC, MINSANTE) • C = Bulletins trimestriels relatifs aux risques et aux crises (S = MINADER/SNAR, MINATD/DPC, MINSANTE)	•R : Difficultés de communication •H : Fiabilité des données •H : Gvt et partenaires allouent effectivement les fonds à temps	•US\$10,000 Evaluation de la fonctionnalité de l'Observatoire National des Risques - ONR •PNUD : A Déterminer •PAM : A Déterminer	•US\$25,000 •(MINATD/DPC, Ministères concernés, UE et autres bailleurs)	•US\$ 35,000	•Mobilisation des ressources (MINATD/DPC, Ministères concernés) •Expertise technique (INS, IFORD) •Revitalisation de l' ONR (MINATD/DPC)
Produit de programme Pays 3.4 Mécanismes de suivi/évaluation et compte-rendu opérationnels	•Disponibilité des données et diffusion systématique des résultats de l'exploitation des données aux intervenants et aux bénéficiaires	•B = Existence d'un mécanisme : Système d'Alerte Précoce (S = MINADER/SNAR, MINATD/ONR 06) •C = Exploitation systématique de données fiables pour l'amélioration des capacités de prévention et de réponse (S = MINATD/ONR)	•R : Faible perception de l'importance du partage de l'information et du compte rendu	•Expertise technique UNICEF, PNUD, OMS : A déterminer •UNFPA : (a chiffré son expertise technique à US\$ 10,000)	•US\$ 100,000 •(MINATD/DPC, Ministères concernés, UE et autres bailleurs)	•US\$ 100,000	•Expertise technique (MINATD/DPC, Ministères concernés, autorités administratives locales et déconcentrées, ONG) •Mobilisation des ressources (MINATD/DPC, UE et autres bailleurs de fonds)

V. Domaine de Coopération ONU / Gouvernement : Environnement

L'effet UNDAF lié à l'Environnement recherche la valorisation durable des biens et services environnementaux et la sécurisation de la production et de la consommation durable.

Pour atteindre cet effet, la matrice est UNDAF s'appuie sur trois effets de programmes qui portent sur :

- Le renforcement des capacités des institutions et des acteurs environnementaux en matière de collecte et d'exploitation de l'information environnementale,
- L'adaptation et la finalisation du cadre réglementaire et des outils de planification environnementaux et
- La mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources naturelles et de la biodiversité en tenant compte des conventions et programmes scientifiques internationaux.

L'ensemble des effets programmes s'appuient sur des produits réfléchis pour atteindre les effets de programmes de pays de la matrice environnement. Cette chaîne logique concourt à la réalisation de la cible 9 de l'ODD 7 qui porte sur l'intégration des principes du développement durable dans les politiques nationales et sur l'inversement de la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales.

Cette démarche cadre avec la réalisation de l'axe 4 du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), focalisé sur entre autres, le développement des ressources naturelles et la protection de l'environnement. Le Système des Nations Unies de par son mandat multiforme à travers les agences spécialisées et autres agences traitant de l'environnement, présente les capacités en terme,

- d'appui conseil pour la formulation de politiques/stratégiques intégrant les conventions et programmes scientifiques internationaux,
- de mobilisation des ressources pour la réalisation de projets identifiés,
- de renforcement des capacités dans les domaines de la gestion intégrée des ressources naturelles et de la diversité biologiques,
- de diffusion des connaissances et le partages d'expériences sur les meilleures pratiques au niveau local et national,
- d'appui à la coordination de processus de concertation multi-acteurs.

Les priorités en matière environnementale présentés dans l'analyse pays, qui dérivent d'une concertation élargie avec le Gouvernement et d'autres acteurs sont intégrés dans la chaîne logique entre l'effet UNDAF, dans les effets de programme pays et dans les produits de programme pays. En rapport avec les évolutions nationales et régionales et celle de la situation socio-politique et économique, il faut retenir que les produits de programmes pays intègrent parfaitement les tendances en cours de la réforme institutionnelle du secteur environnement-forêt pour prendre en considération le développement durable au niveau des stratégies/politique de développement, les préoccupations nouvelles issues des grandes conférences (Changement climatiques, biosécurité...), les pressions exercées sur l'environnement et la santé humaines par la pollution et les dangers liées aux du marché et du commerce sur la conservation de la diversité biologiques et des ressources naturelles.

De par le mandat des agences des Nations Unies concernées par ces questions, il est tout à fait justifié que l'UNDAF mette ces questions au centre des défis à relever d'ici 2012 pour faciliter la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement en tenant compte des priorités nationales et sous régionales et régionales. Cette approche permettra de confirmer et d'initier un certain nombre de partenariats porteurs, notamment en intégrant les préoccupations du secteur privé et de la société civile dans une perspective de mobilisation de ressources. Ces partenariats s'appuieront sur les réussites et les leçons des activités de coopération antérieures, notamment entre certaines agences du Système des Nations Unies et le Gouvernement.

Matrice Environnement

Priorité ou buts nationaux :

- Contribuer à garantir l'intégrité environnementale pour un développement durable dans le contexte de la mise en œuvre du DSRP (axe 4 en particulier) et des OMD (OMD7 en particulier).

Effet (Outcome) de l'UNDAF à la fin du cycle de programme :

- D'ici 2012 le cadre réglementaire est clairement défini, les structures et mécanismes institutionnels de mise en œuvre sont opérationnels et contribuent à la valorisation durable des biens et services environnementaux et à la sécurisation de la production et de la consommation durable
- Indicateur : Le changement de X% de la taille des écosystèmes bénéficiant de la valorisation des biens et services de l'environnement. L'augmentation de Y% du nombre de personnes tirant avantage de la sécurisation de la production et de la consommation durable

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques (R=) Hypothèses (H=)	Ressources propres NU (a)	Ress. à mobiliser(b)	Coût total (a+b)	Rôle des Partenaires
Effet de Programmes Pays n°1 : Capacités des institutions et d'autres acteurs déterminants améliorées en matière de collecte et d'exploitation de l'information environnementale.	Nombre d'institutions et d'acteurs dont les capacités sont renforcées.	En 1996 : le PNGE indique le MINEF comme principal acteur à avoir des capacités partielles Cible 2012 : Au moins 40% des institutions impliquées dans la gestion environnementales ont des capacités renforcées	H = poursuite des réformes du secteur env. - forêt – Harmonisation des relations MINEP / MINFOF – Ress. financières et humaines suffisantes	PNUE PNUD Banque Mondiale UNESCO FAO			
Produit 1.1 : Système d'information environnementale compatible avec les normes internationales élaborée	Nombre de données environnementales, actualisées collectées.	B= depuis 1996, base d'information du PNGE sur l'environnement excessivement fragmentaire C= Données couvrant les domaines environnementaux prioritaires disponibles	R = Difficultés méthodologiques pour la collecte et l'accès aux données H= méthodologie maîtrisée et accès aux données facilité par les institutions	PNUE : 100 000 \$ PNUD : 50 000 \$ UNESCO FAO BM: \$ 5.7 millions. (Cadre législatif pour la gestion environnementale dans le secteur pétrolier et syst. d'info. pour le suivi de l'impact environnemental	200 000 \$		MINEP, MINFOF IRAD, GTZ, UE, Coopération Française, SNV, UICN, WWF, CIFOR WRI, Global Forest Watch (GFW)
Produit 1.2 : Rapport national sur l'Etat de l'environnement élaboré et diffusé en utilisant une approche participative	a) Un rapport national sur l'état de l'environnement	a) En 1996, le PNGE indique qu'il n'existe pas de rapport national sur l'environnement Cible 2012 : Rapport national validé	R= Volonté politique limitée H= Méthodo. appropriée par les acteurs – Ressources disponibles	PNUE : 100 000 \$ PNUD : 100 000 \$ Banque Mondiale UNESCO FAO	100 000 \$		MINEP, MINFOF IARD, GTZ, UE Coop. Française SNV, UICN WWF, CIFOR, WRI, GFW

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques (R=) Hypothèses (H=)	Ressources propres NU (a)	Ress. à mobiliser(b)	Coût total (a+b)	Rôle des Partenaires
Produit 1.3 : Mécanismes de suivi, d'évaluation et de la mise en oeuvre du PNGE II opérationnels.	<ul style="list-style-type: none"> •Un rapport d'étude d'actualisation des mécanismes •Un plan d'action de suivi, d'évaluation et de mise en oeuvre. •Nombre de rapports de suivi, d'évaluation et de mise en oeuvre. 	B = De 1996 jusqu'à aujourd'hui les mécanismes de suivi, d'évaluation et de mise en oeuvre très peu fonctionnels (PSFE, 2006 pas de rapport d'étude d'actualisation des mécanismes de suivi, ni de plan de suivi et d'évaluation C= Rendre opérationnels ces mécanismes	R = PNGE II non porteur et/ou non validé – Ressources insuffisantes H= Engagement ferme des pouvoirs publics – ressources suffisantes	PNUE : 50 000 \$ PNUD : 50 000 \$ BM : 100 000 \$ UNESCO FAO	100 000 \$		MINEP MINFOF GTZ Coopération Française UICN WWF CIFOR
Effet de Programmes Pays n°2 : Cadre réglementaire et outils de planification environnementaux intégrant les conventions internationales et les programmes scientifiques internationaux adaptés	Nombre de politiques et stratégies de développement adaptées en prenant en compte les conventions internationales et les programmes scientifiques internationaux sur l'environnement	B = PNGE de 1996 n'a pas permis de faciliter l'intégration des conventions et programmes scientifiques internationaux C = la plupart des politiques et stratégies de développement intègrent les conventions et programmes scientifiques environnementaux internationaux	Risques : Le PNGE II reste non opérationnel – Ressources insuffisantes Hypothèse : Le PNGE II est mis en oeuvre				
Produit 2.1 : Cadre réglementaire environnemental complet et conforme aux normes internationales finalisé et diffusé en utilisant une approche participative	Un document sur cadre réglementaire complet.	B= D'après PSFE (2006), une loi cadre et quelques textes d'application existent depuis plus d'une dizaine d'années environ. Le cadre réglementaire reste actuellement incomplet C = Cadre réglementaire complet finalisé	H = Engagement ferme des pouvoirs publics et ressources suffisantes	PNUE : 100 000 \$ PNUD : 100 000 \$ Banque Mondiale : 100 000\$ UNESCO FAO	200 000 \$		MINEP MINFOF GTZ SNV Coopération Française UICN
Produit 2.2 Outils de planification aux niveaux national et local finalisés	A – Au niveau national A.1 Document de programme national de sensibilisation et d'éducation aux mécanismes d'accès, de contrôle et de partage équitable des bénéfices tirés de l'exploitation durable des ressources naturelles et de la diversité biologique élaborés de manière participative.	B= De 1996 à nos jours un tel programme n'a été conçu, bien de manière disparates et embryonnaires des actions soient menées (Stratégie nationale diversité biologique, 1999) C = Rendre disponible et fonctionnel ce programme national	Hypothèses : Engagement ferme des différents acteurs Ressources suffisantes	PNUE : 50 000 \$ PNUD : 50 000 \$ Banque Mondiale UNESCO FAO	180 000 \$		MINEP MINFOF MINADER GTZ Coopération Française Living Earth UICN WWF CIFOR
	A.2 : Un document de plan national de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE)	B= Plan national de gestion intégrée des ressources en eau n'existe pas (PAN)		PNUE : 50 000 \$ PNUD : 200 000 \$ BM	250 000 \$		MINEP, MINFOF MINADER, MINEE, GTZ

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques (R=) Hypothèses (H=)	Ressources propres NU (a)	Ress. à mobiliser(b)	Coût total (a+b)	Rôle des Partenaires
	élaboré pour les sites retenus.	désertification, 2006) C = plan élaboré		UNESCO FAO			Coop. Française, UICN, WWF
	A.3 : Un document de stratégie nationale sur la conservation des écosystèmes de mangroves élaboré pour les sites retenus.	B = N'existe pas (Stratégie nationale diversité biologique, 1999) C = Stratégie nationale disponible		PNUE : 100 000 \$ PNUD : 100 000 \$ FEM : 500 000 \$ UNESCO FAO	100 000 \$		MINEP, MINFOF MINADER, MINEE, UICN GTZ, WWF Coop. Française.
	A.4 : •Un document de stratégie nationale sur la diversité biologique (NBSAP) actualisé pour les sites retenus. •Volume des ressources mobilisées •Taux d'augmentation du nombre d'espèces et de la taille des populations animales et végétales conservées	B =Une stratégie existe depuis 1999 et il est nécessaire de l'actualiser et de la mettre en œuvre (Stratégie nationale biodiversité, 1999) ; C 2012 : stratégie actualisée et mise en œuvre		PNUE : 50 000 \$ PNUD : 50 000 \$ Banque Mondiale UNESCO FAO FEM : 250 000 \$	180 000 \$		MINEP MINFOF MINADER MINEE GTZ Coopération Française UICN WWF CIFOR
	A.5 : Un document de stratégie nationale de lutte contre la pollution de l'environnement élaboré.	A ce jour une telle stratégie n'existe pas Cible 2012 : Stratégie élaborée et début de mise en œuvre		PNUE : 100 000 \$ PNUD : 50 000 \$ ONUDI : 100 000 \$	250 000 \$		MINEP, MINFOF MINDUH, MINATD, GTZ, Coopération Française
	B – Au niveau local B.1 : Nombre de programmes des radios communautaires pour l'éducation et la sensibilisation à la gestion durable de l'environnement élaborés. Nombre de radios communautaires mises à contribution	B= en 2006, env. 15 radios communautaires existent, sans qu'elles ne contribuent à travers des programmes spécifiques à la sensibilisation (UNESCO, 2002) C= Au moins quinze programmes spécifiques élaborés et diffusés	R = Ressources insuffisantes – faible engagement des communautés locales	PNUE : 25000 \$ PNUD : 25000 \$ UNESCO: \$100000 FAO	100 000 \$		MINEP MINFOF MINADER GTZ Coopération Française UICN WWF
	B.2 : Nombre de plans d'aménagement participatif des aires protégées élaboré, approuvé. Nombre de plans d'aménagement/gestion participatifs des aires protégées et des sites culturels ou mixtes élaborés, approuvés et mis en œuvre.	B= Certaines aires protégées ne disposent pas encore de plan d'aménagement approuvé et mise en œuvre (PSFE, 2006) C= Toutes les aires protégées classées depuis plus de cinq ans comporte un plan d'aménagement élaboré approuvé et mis en œuvre	H = Engagement ferme des pouvoirs publics, des communautés locales et des autres acteurs	PNUE : 50 000 \$ PNUD : 25 000 \$ BM UNESCO FAO	250 000 \$		MINEP MINFOF MINADER GTZ Coopération Française UICN WWF

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques (R=) Hypothèses (H=)	Ressources propres NU (a)	Ress. à mobiliser(b)	Coût total (a+b)	Rôle des Partenaires
		Tous les sites inscrits sur la liste du patrimoine mondial ont un plan de gestion.					
	B.3 Nombre de plans d'actions locaux de gestion de l'environnement à l'échelle des communautés urbaines cibles finalisés. Volume de ressources mobilisées	B= En 2006, des propositions d'intervention non finalisée figurent dans les plans d'action de lutte contre la pauvreté de 23 municipalités (PNUD, 2005) C= au moins 50% des communautés urbaines disposent d'un plan d'action environnementales finalisé et mis en oeuvre	Hypothèses : ressources disponibles – volonté politique ferme	PNUD : 50 000 \$ UNESCO PNUE	100 000 \$		MINEP MINFOF MINDUH MINATD GTZ Coopération Française
	Taux d'augmentation de la superficie des écosystèmes gérée de manière intégrée.	B= Un rapport final du programme biodiversité en 2003 indique que nombre d'écosystèmes restent largement menacés C= Matérialiser les efforts pour augmenter la superficie des écosystèmes conservés	R= Absence de maîtrise des externalités qui aggravent les menaces sur les écosystèmes – Ressources insuffisantes				
Effet de Programmes Pays n°3 : Mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources naturelles et de la diversité biologique effective.	Nombre de supports d'éducation, sensibilisation et de formation élaborés et diffusés.	B= En 1996, le PNGE est uniquement accompagné d'un programme de sensibilisation qui n'a pas été mis en œuvre C= Actualiser les outils pour l'éducation, la sensibilisation et la formation	R = Ressources financières insuffisantes	PNUE PNUD Banque Mondiale UNESCO FAO	250 000 \$		MINEP, MINFOF MINCOM,GTZ UE, Coop. Française, SNV UICN, Living Earth, WWF, CIFOR
Produit 3.1 : Outils appropriés pour l'éducation, la sensibilisation et la formation des acteurs environnementaux à l'écologie et aux sciences de la terre développés et vulgarisés	<ul style="list-style-type: none"> •Nombre de directives élaborées pour le renforcement des capacités des structures publiques, de la société civile et du secteur privé pour l'application transparente du cadre réglementaire et du suivi/évaluation de l'état de l'environnement •Nombre de rapports sur la mise en œuvre. •Nombre d'acteurs (femmes et hommes) impliqués dans la mise en œuvre. •Nombre d'accords signés pour la mise en œuvre. 	B= En 1996, le PNGE indique que des directives n'existaient pas et qu'aucun rapport sur la mise en œuvre des directives existe. Peu d'acteurs se sont impliqués dans l'application transparente du cadre réglementaire et du suivi/évaluation. La mise en œuvre du cadre réglementaire se fait sans une véritable orientation stratégique C = Finalisation de l'élaboration des directives pour leur mise en œuvre	Risque : insuffisance de volonté politique et de ressources pour appliquer l'approche participative Hypothèse : ressources suffisantes	PNUE : 100 000 \$ PNUD : 150 000 \$ BMUNESCO FAO	100 000 \$		MINEP MINFOF GTZ Union Européenne Coopération Française SNV UICN FSC International WWF

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques (R=) Hypothèses (H=)	Ressources propres NU (a)	Ress. à mobiliser(b)	Coût total (a+b)	Rôle des Partenaires
Produit 3.2 : Capacités des acteurs environnementaux clés pour l'application du cadre réglementaire alignées aux conventions internationales renforcées.	<ul style="list-style-type: none"> Plan d'action élaboré pour le renforcement des capacités des comités nationaux et/ ou des points focaux des conventions internationales et des programmes scientifiques internationaux pour la mise œuvre de ces conventions/programme Nombre de rapports d'activité. 	<p>B= En 1996, le PNGE indique qu'un plan de renforcement des capacités n'existait pas. Il n'y a pas à proprement parlé de rapport d'activité sur le volet renforcement des capacités des comités nationaux et/ ou des points focaux des conventions internationales et des programmes scientifiques internationaux pour la mise œuvre de ces conventions/programme</p> <p>C= Finalisation de l'élaboration d'un plan d'action pour sa mise en œuvre</p>	<p>Risque : insuffisance de volonté politique et de ressources</p> <p>Hypothèse : ressources suffisantes</p>	<p>PNUE : 50 000 \$</p> <p>PNUD : 50 000 \$</p> <p>BM</p> <p>UNESCO</p> <p>FAO</p>	200 000 \$		<p>MINEP</p> <p>MINFOF</p> <p>GTZ</p> <p>Union Européenne</p> <p>Coopération Française</p> <p>SNV</p> <p>UICN</p> <p>WWF</p> <p>CIFOR</p>
	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de dispositifs de concertation multi-acteurs pour intégrer les préoccupations environnementales des conventions et des programmes scientifiques internationaux dans les stratégies de développement redynamisés. Plan d'action du forum Forêts/Environnement. Nombre de rapports des réunions du forum. 	<p>Après le PNGE validé en 1996, des dispositifs de concertation multi-acteurs ont été mis en place, mais demeurent non opérationnels. Aucun plan d'action du Forum Environnement/Forêt n'a été produit. Toutefois, les rapports des dernières réunions portent uniquement sur les activités de formulation du PSFE.</p> <p>C= Rendre opérationnels l'ensemble des dispositifs les plus appropriés</p>	<p>Hypothèse : Engagement ferme du Gouvernement</p>	<p>PNUE : 50 000 \$</p> <p>PNUD : 50 000 \$</p> <p>BM</p> <p>UNESCO</p> <p>FAO</p>	150 000 \$		<p>MINEP</p> <p>MINFOF</p> <p>GTZ</p> <p>SNV</p> <p>Coopération Française</p> <p>UICN</p> <p>WWF</p> <p>CIFOR</p>
Produit 3.3 : Application des Conventions internationales environnementales effective	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de nouveaux sites naturels classés Nombre de nouveaux sites naturels d'intérêts pour la conservation inscrits pour classement (Gouvernement, Centre du Patrimoine Mondial, MAB) Nombre de sites du patrimoine culturel immatériel inscrits dans la liste représentative du patrimoine culturel immatériel 	<p>B= La couverture des aires protégées (16%) reste en dessous des standards internationaux (PSFE, 2006) en augmentant le nombre de sites naturels d'intérêts pour la conservation la situation devrait changer.</p> <p>C = Taux de couverture des aires protégées passé à 20%</p> <p>Les critères de sélection du</p>	<p>Hypothèse : engagement ferme des pouvoirs publics</p>	<p>UNESCO:150000 \$</p> <p>Centre du Patrimoine Mondial</p> <p>PNUE : 100 000 \$</p>	100 000 \$		<p>MINEP</p> <p>MINFOF</p>

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques (R=) Hypothèses (H=)	Ressources propres NU (a)	Ress. à mobiliser(b)	Coût total (a+b)	Rôle des Partenaires
	Programme Sectoriel Forêt-Environnement (PSFE) pour les sites retenus. •Volume des ressources mobilisées pour la mise en œuvre des outils de planification	de la vie des populations humaines. Les volumes mobilisés pour la mise en œuvre de ces outils reste, très mal maîtrisés. C= Au moins un rapport de mise en œuvre par outil de planification produit chaque année avec la mise en place d'un tableau de bord des ressources mobilisées pour les projets. Des indicateurs pour l'impact de la mise en œuvre des outils de planification élaborés et exploités pour la suivi.					
Produit 3.4 : Initiatives pilotes pour la gestion intégrée des ressources naturelles et de la diversité biologiques mise en place.	<ul style="list-style-type: none"> •Nombre d'initiatives pilotes identifiées •Nombre d'initiatives financées •Nombre d'organisations de la société civile impliquées dans la mise en œuvre des initiatives •Volume des ressources mobilisées 	B= A ce jour très peu d'initiatives pilotes existent. Le volume des ressources allouées à ces initiatives demeure inconnu. La liste des organisations concernées pour la mise en œuvre de ces initiatives échappent pour une large part aux partenaires qui s'y intéressent C = Accroître de manière significatives le nombre d'initiative pilotes, les ressources et établir une liste d'organisations bénéficiaires de ces initiatives	Hypothèses : ressources disponibles – volonté politique ferme	PNUE : 100 000 \$ PNUD : 100 000 \$ ONUDI : 100 000 \$ FAO FEM (small grants) : 300 000 \$	500 000 \$		MINEP MINFOF MINDUH MINATD GTZ Coopération Française
	<ul style="list-style-type: none"> •Nombre de bonnes pratiques répertoriées •Nombre de bonnes pratiques diffusées •Nombre d'acteurs maîtrisant les bonnes pratiques diffusées 	B= Très peu de cas de bonnes pratiques sont répertoriés et celles qui sont diffusées ne sont pas réellement connues. Cela empêche de dresser un tableau sur les acteurs qui ont tiré parti des bonnes pratiques et de pouvoir faire une véritable stratégie de répliation des bonnes pratiques. C = Accroître de manière	Hypothèse : ressources disponibles et suffisantes	PNUD: 150 000 \$ UNESCO: 100 000 \$ FAO			MINEP MINFOF MINDUH MINATD GTZ Coopération Française

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C =	Risques (R=) Hypothèses (H=)	Ressources propres NU (a)	Ress. à mobiliser(b)	Coût total (a+b)	Rôle des Partenaires
		significative le nombre d'initiative pilotes diffusées à grande échelle et établir un tableau de suivi de la capitalisation des bonnes pratiques et de leurs impacts					

Chapitre 2 : Suivi- Évaluation des résultats de l'UNDAF

Les tableaux suivants résument pour chacune des matrices les différentes activités de suivi-évaluation de l'UNDAF anticipées par l'Equipe Pays des Nations Unies au Cameroun entre 2007, année de préparation de l'UNDAF, et 2012, dernière année du cycle de programme.

2007		
Thème	Matrice concernée	Document
Enquêtes / Études / Sondages	Crises	<ul style="list-style-type: none"> •Cartographie de risque de vulnérabilité (\$US 25 000 - PAM)
	Croissance	<ul style="list-style-type: none"> •Etudes sur la diffusion et l'utilisation des informations pour le S&E des programmes (5000 USD) •Etudes sur l'existence et la fonctionnalité des mécanismes (5000 USD) •Document de formulation du PNSA (donnant des informations sur les systèmes de production agropastoraux , les infrastructures de production, aménagements hydro agricoles, système de transformation et de conservation) : 85.000 \$ • Etude sur l'harmonisation des procédures et de développement des synergies dans le secteur rural au Cameroun : (20.000\$) • Etude sur le Climat d'investissement en milieu rural au Cameroun : (115.778\$) •Résultat de étude sur la mécanisation agricole au Cameroun : (15.762\$) • Etude sur la formulation d'un projet de recensement de l'agriculture et de l'élevage au Cameroun : (32.009\$) •Etude sur les systèmes de production agropastoraux dans les zones d'intervention, FAO (infrastructures de production, aménagements hydro agricoles transformation, conservation) •Etude de cartographie de vulnérabilité des zones d'intervention, PAM (revenus, nutrition, santé, éducation) •Enquête sur les techniques d'information dans les zones d'intervention, FAO (radios communautaires, bulletins d'information) •Etude de marchés (locaux et transfrontaliers) des produits agricoles •Document stratégie de Développement du Secteur Rural (SDSR) •Base de données sur la production et les statistiques agricoles dans les zones d'intervention •Enquête Nutritionnelle dans les zones d'intervention
	Développement Social - Santé	<ul style="list-style-type: none"> •Cartographie des zones d'intervention pour (1er trimestre 2007 - 10000 USD - OMS et autres agences) •Cartographie des risques dans le cadre des urgences en rapport avec la réponse du système santé (225000 USD - OMS - sous réserve de financement) •Monographies de l'approche district PTME/PECP (16000 USD – UNICEF)
	Développement Social - Education	<ul style="list-style-type: none"> •Etude sur les stéréotypes liés au sexe dans les manuels scolaires (UNICEF – UNFPA – UNESCO) \$15.000 •Etude de base et de faisabilité d'un programme sur l'alphabétisation des adultes, l'Education non formelle et la formation professionnelle de base dans le Grand Nord (UNESCO, UNICEF, UNFPA, BIT, UNDP, PAM) \$40.000 •Etude de base sur les initiatives communautaires de pré scolarisation dans les provinces de l'Est et du Grand Nord (UNICEF, UNESCO, PAM) \$30.000 •Documents de Référence : Annuaire Statistique de l'Education de Base, ECAM, TBS, EDS, RESEN, MICS •Evaluation de la convergence
	Environnement	<ul style="list-style-type: none"> •Effet 1 : Etude sur l'évaluation des capacités des institutions publics et autres acteurs. Coût : 10000 \$; Agence responsable : PNUD-UNESCO-BM avec GTZ – MINEP – MINFOF •Produit 1.1. : Etude en cours sur l'établissement du type de données à collecter pour alimenter la base d'information environnementale ; Coût : PSFE (environ 10000 \$) ; Agence responsable : Banque Mondiale, PNUE, PNUD en collaboration avec MINEP, MINFOF, IRAD, CIFOR •Produit 3.2 (C): Etude sur les dispositifs de concertation multi-acteurs pour intégrer les préoccupations environnementales des conventions et programmes scientifiques internationaux dans les stratégie de développement ; Coût : 5000 \$; Agence responsable : PNUD, UNESCO en collaboration avec GTZ, Coopération Française •Effet 3 : Etude sur la situation de référence relative à l'état de gestion intégrée des ressources des ressources naturelles et la diversité

		<p>biologique ; coût : 10000 \$; Agence responsable : UNESCO, PNUD, Banque Mondiale en collaboration avec GTZ, Coopération Française, UICN, WWF</p> <ul style="list-style-type: none"> •Produit 1.3 : Etude sur la situation de référence des mécanismes pour le suivi, l'évaluation et la mise en œuvre du PNGE II •Coût : 10000 \$; Agence responsable : UNESCO, PNUD, BM, FAO avec GTZ, Coopération Française •Produit 3.3 (C) : Etude synthèse pour établir la base de référence relative aux mécanismes d'accès, de contrôle et de partage équitable des bénéfices tirés de l'exploitation durable des différents types de ressources naturelles et de ressources biologiques ; Coût : 10000 \$; Agence responsables : UNESCO, PNUD, PNUE, FAO avec MINEP, MINEP, MINEFI, GTZ, Coopération Française, UICN, WWF, SNV
Évaluations	Crises	•Evaluations rapides en fonction des crises
	Croissance	<ul style="list-style-type: none"> •Etat des lieux sur l'unification des normes et codes statistiques (2000) •Etat des lieux sur la base de données (5000) •Etat des lieux sur les capacités nationales de prise en compte des variables sociodémographiques, environnementales dans les politiques et programmes de développement et de réduction de la pauvreté (5000)
	Développement Social - Santé	<ul style="list-style-type: none"> •Evaluation de la stratégie sectorielle de santé (1er trimestre 2007 - 75000 USD - OMS et autres agences) •Evaluation du plan stratégique national de lutte contre le paludisme - 1er trimestre 2007 - OMS UNICEF
Reuves de progr. des agences	Toutes	<ul style="list-style-type: none"> •Reuves annuelles FAO, UNFPA, OMS, CEA, BIT, HCR UNICEF et PAM, ONUSIDA •OMS : Evaluation biennale Programmes
Étapes clé UNDAF	Toutes	•Revue annuelle de l'UNDAF
Activités de S&E Partenaires	Croissance	•Suivi semestriel projets en cours Ministères
	Développement Social	<ul style="list-style-type: none"> •ECAM III •Enquête camerounaise auprès des ménages.
	Environnement	<ul style="list-style-type: none"> •GTZ (Evaluation et réorientation) •SNV (Evaluation et réorientation)
Utilisation de l'info	Toutes	•Révision du DSRP
	Croissance	•Les Economies de l'Afrique Centrale
	Développement Social	•Programmes Pays, Rapports annuels, Rapport sur le Développement Humain, Rapport sur l'état de la population, DRSP
	Développement Social (Santé)	<ul style="list-style-type: none"> •Cartographie des zones pour : Sélection des zones d'intervention, Niveau de mise en œuvre des programmes, Répertoire des agences intervenantes •Cartographie des risques pour : Préparation des plans de gestion des urgences, •Monographies de l'approche district : Acquisition de compétences en matière de documentation par les acteurs des différents niveaux, Mobilisation de ressources, Documentation des meilleures pratiques et prise en compte dans les documents stratégiques
Renforcement des Capacités	Croissance	<ul style="list-style-type: none"> •Renforcement de capacités des responsables de projet et autres partenaires (FAO) •Renforcement des capacités institutionnelles, partenaires ; (PAM) •Renforcement des capacités des communautés bénéficiaires dans les zones d'intervention (PAM)
	Développement Social (Education)	•Formation des cadres nationaux des ministères et des Partenaires en charge de l'Education, de l'Alphabétisation et de la Formation professionnelle à l'élaboration et à l'utilisation des outils de suivi, de gestion et d'évaluation.
	Croissance et Développement Social	•Etat des lieux sur la base de données socio démographiques CAMSED (DEVINFO)
		•Renforcement des capacités nationales sur l'utilisation de CAMSED dans le suivi des OMD

2008

Thème	Matrice concernée	Document
Enquêtes / Études / Sondages	Crises	<ul style="list-style-type: none"> •Evaluation des capacités logistiques, humaines et techniques (\$US 30 000 - PAM) •Etudes des besoins en stock d'urgence (Coût et responsable en fonction des besoins)
	Dévelopmt. Social	•Données de base sur les bénéficiaires de la protection sociale (BIT), 20,000 \$

	(Protection Sociale)	•Etude de base de l'action communale sur la prise en charge des groupes vulnérables y compris les OEV (UNICEF, 30.000 \$)
	Dév. Social (Santé)	•Monographies de l'approche district PTME/PECP (16000 USD – UNICEF)
	Dév. Social (Education)	• Mission conjointe de suivi des études faites en 2007
	Environnement	<ul style="list-style-type: none"> •Produit 1.1. : Etude sur la méthodologie de collecte de données environnementales ; Coût : 10000 \$; Agence responsable : Banque Mondiale, PNUE, PNUD, UNESCO en collaboration avec MINEP, MINFOF, IRAD, CIFOR •Produit 2.2 (A.1) : Etude sur l'étude sur l'identification des outils appropriés pour l'éducation, la sensibilisation et la formation à l'écologie et aux sciences de la terre ; Coût : 5000 \$; Agence responsable : UNESCO, PNUD avec MINEP, MINFOF, GTZ •Produit 2.2 (A.5) : Etude sur la situation de référence en matière de pollution de tout type ; Coût : 20000 \$; Responsables : PNUE, PNUD, FAO, ONUDI, UNESCO, AIEA avec GTZ, Coopération Française, MINEP, MINFOF, MINDUB, MINAT, IRAD •Produit 3.3 (D): Etude sur la situation de référence relative aux initiatives en matière de lutte contre la pollution ; Coût : 5000 \$; Responsables: ONUDI, PNUE, FAO, PNUD, UNESCO, AIEA avec ONGs, Communes, MINEP, MINDUB, MINAT, Hysacam
Évaluations	Crises	•Evaluations rapides en fonction des crises
	Développement Social (Santé)	<ul style="list-style-type: none"> •Evaluation de la qualité des services de PF (100000 USD – UNFPA) •Evaluation de la feuille de route sur la réduction de la mortalité maternelle 100000 USD - UNFPA
Reuves de progr. des agences	Toutes	<ul style="list-style-type: none"> •Reuves annuelles FAO, UNFPA, OMS, CEA, BIT, HCR UNICEF et PAM •Revue biennale UNESCO
Étapes clé UNDAF	Toutes	•Revue annuelle de l'UNDAF
Activités de S&E Partenaires	Crises	•Révision PNC
	Croissance	•Suivi semestriel projets en cours Ministères
Utilisation de l'info	Crises	•Révision Swap - Education (Révision curricula formation enseignants)
	Croissance	<ul style="list-style-type: none"> •Les Economies de l'Afrique Centrale •Rapport National de l'Etat de la population du Cameroun
	Développement Social (Education)	•Suivi et révisions annuels du SWAP Education, Rapport sur le Développement Humain, Suivi des OMD, Rapport sur la situation des Enfants dans le Monde, Rapport sur la mise en œuvre de la CEDEF
	Développement Social	<ul style="list-style-type: none"> •Reuves Programmes Pays, Rapports annuels, Rapports périodiques de suivis de la CDE et de la CEDEF, Rapport sur le Développement Humain, Rapport sur l'état de la population •Révision SWAP Education
	Développement Social (Santé)	<ul style="list-style-type: none"> •Evaluation de la qualité des services de PF pour : •Développement des interventions pour le repositionnement de la PF
	Environnement	•Révision de la Stratégie de Développement du Secteur Rural
Renforcement des Capacités	Crises	•Formation des principaux acteurs, du gouvernement, de la société civile et du SNU en suivi/évaluation
	Croissance	<ul style="list-style-type: none"> •Renforcement de capacités des responsables de projet et autres partenaires (FAO) •Renforcement des capacités institutionnelles, partenaires ; (PAM) •Renforcement des capacités des communautés bénéficiaires dans les zones d'intervention (PAM)
	Croissance et développement social	•Renforcement des capacités nationales sur l'utilisation de CAMSED dans le suivi des OMD
	Développement Social (Protection Sociale)	•Formation des professionnels, des partenaires du SNU sur l'introduction des données sur la Protection Social dans les Statistiques nationales
	Environnement	<ul style="list-style-type: none"> •Produit s1.1-1.2 : Formation des cadres du MINEP et MINFOF sur l'utilisation de la base de données environnementales ; Coût : 10000 \$; Agence responsable : UNESCO, PNUD, Banque Mondiale •Produit 3.2: Formation des cadres du MINEP et MINFOF à la mise en œuvre des conventions internationales et de l'application du PNGE II (application lois, mise en œuvre des conventions internationales, programmes scientifiques internationaux) ; Coût : 10000 \$; Agence responsable : UNESCO, PNUD en collaboration avec GTZ, Living Earth, MINEDUB, MINESEC •Produit 3.3 (C) : Formation de certaines communautés locales aux mécanismes d'accès, de contrôle et de partage équitable des bénéfices

		tirées de l'exploitation des ressources naturelles et de la diversité biologique ; Coût : 10000 \$ •Agence responsable : PNUE, UNESCO en collaboration avec SNV
--	--	--

2009		
Thème	Matrice concernée	Document
Enquêtes / Études / Sondages	Crises	<ul style="list-style-type: none"> •Révision de la carte de risque de vulnérabilité (\$US 12 500 - PAM) •EDS IV (\$US 1 300 000 - UNFPA) et autres agences
	Croissance	•Etudes sur l'intégration des préoccupations des OMD, du DRSP et de l'UNDAF dans les programmes d'enquêtes et de recensement le DSRP
	Développement Social	<ul style="list-style-type: none"> •EDSC (UNFPA, 250,000 \$) •MICS (UNICEF, 250,000\$)
	Développement Social (Education)	• Mission conjointe de suivi des études faites en 2007
	Développement Social (Santé)	•Monographies de l'approche district PTME/PECP (16000 USD – UNICEF)
Évaluations	Crises	<ul style="list-style-type: none"> •Evaluations rapides en fonction des crises •Mise à jour Plan de Contingence interagence
	Développement Social (Santé)	•Evaluation du plan stratégique national de lutte contre le VIH/SIDA (4è trimestre 2009 – ONUSIDA, OMS, UNICEF)
Revue de programme des agences	Toutes	<ul style="list-style-type: none"> •Revue annuelle FAO, UNFPA, OMS, CEA, BIT, HCR UNICEF et PAM •Revue a mi parcours BIT •OMS : Evaluation biennale Programmes
Étapes clé UNDAF	Toutes	•Revue annuelle de l'UNDAF
Activités de S&E Partenaires	Développement Rural	•Suivi semestriel projets en cours Ministères
Utilisation de l'info	Croissance	<ul style="list-style-type: none"> •Les Economies de l'Afrique Centrale •Rapport général sur le travail des enfants ; Rapport mondial sur l'emploi
	Développement Social (Education)	•Suivi et révisions annuels du SWAP Education, Rapport sur le Développement Humain, Suivi des OMD, Rapport sur la situation des Enfants dans le Monde, Rapport sur la mise en œuvre de la CEDEF
Renforcement des Capacités	Développement Rural	<ul style="list-style-type: none"> •Renforcement de capacités des responsables de projet et autres partenaires (FAO) •Renforcement des capacités institutionnelles, partenaires ; (PAM) •Renforcement des capacités des communautés bénéficiaires dans les zones d'intervention (PAM)
	Croissance et développement social	• <u>Renforcement des capacités nationales sur l'utilisation de CAMSED dans le suivi des OMD</u>
	Environnement	<ul style="list-style-type: none"> •Produits 1.2-1.3 : Formation des cadres du MINEP-MINFOF sur la production et l'exploitation du rapport sur l'Etat de l'Environnement ; Coût : 10000 \$; Agence responsable : UNESCO, PNUD, Banque Mondiale •Produit 3.1 : Formation des cadres MINEP, MINFOF et autres acteurs à l'utilisation des outils appropriés pour l'éducation, la sensibilisation et la formation à l'écologie et aux science de la terre ; Coût : 10000 \$; Agence responsable : UNESCO, PNUD en collaboration avec GTZ, Living Earth, MINEDUB, MINESEC

2010		
Thème	Matrice concernée	Document
Enquêtes / Études / Sondages	Croissance	<ul style="list-style-type: none"> •Etudes sur la diffusion et l'utilisation des informations pour le S&E des programmes (5000 USD) •Etudes sur l'existence et la fonctionnalité des mécanismes (5000 USD)
	Développement Social (Education)	• Mission conjointe de suivi des études faites en 2007

	Développement Social (Santé)	• Monographies de l'approche district PTME/PECP (16000 USD – UNICEF)
Évaluations	Crises	• Evaluations rapides en fonction des crises
	Croissance	• Etat des lieux sur l'unification des normes et codes statistiques (2000) • Etat des lieux sur la base de données (5000)
	Environnement	• Produit 3.2 (C) : Evaluation des dispositifs de concertation multi-acteurs pour intégrer les préoccupations environnementales des conventions et programmes scientifiques internationaux
Revue de programme des agences	Toutes	• Revues à mi-parcours UNICEF, UNDP, UNFPA et PAM (Revue conjointe) • Revues annuelles FAO, OMS, CEA, BIT, HCR • Revue biennale UNESCO
Étapes clé UNDAF	Toutes	• Revue à mi parcours de l'UNDAF
Activités de S&E Partenaires	Crises	• Révision PNC • Révision Plan Opérationnels de riposte
	Croissance	• Evaluation à mi parcours des Ministères
Utilisation de l'info	Toutes	• Revue à mi parcours du CCA UNDAF ; Revue à mi parcours du DSRP
	Crises, Dév. Social	• Document pluriannuel Swap-Santé • Révision SWAP Education,
	Développement Social (Education)	• Suivi et révisions annuels du SWAP Education, Rapport sur le Développement Humain, Suivi des OMD, Rapport sur la situation des Enfants dans le Monde, Rapport sur la mise en œuvre de la CEDEF
	Croissance	• Les Economies de l'Afrique Centrale • Revue à mi-parcours des OMD
Renforcement des Capacités	Croissance	• Renforcement de capacités des responsables de projet et autres partenaires (FAO) • Renforcement des capacités institutionnelles, partenaires ; (PAM) • Renforcement des capacités des communautés bénéficiaires dans les zones d'intervention (PAM)
	Croissance et développement social	Renforcement des capacités nationales sur l'utilisation de CAMSED dans le suivi des OMD
	Développement Social – Education	• Formation des cadres nationaux des ministères et des Partenaires en charges de l'Education, de l'Alphabétisation et de la Formation professionnelle à l'élaboration et à l'utilisation des outils de suivi, de gestion et d'évaluation.
	Développement Social – Prot. Sociale	• Recyclage des acteurs nationaux, des partenaires du SNU sur le suivi/évaluation des activités de Protection Sociale (BIT)

2011		
Thème	Matrice concernée	Document
Enquêtes / Études / Sondages	Crises	• Révision de la carte de risque de vulnérabilité (\$US 12 500 - PAM) • Mise à jour de l'analyse des capacités logistiques, humaines et techniques (\$US 15 000 - PAM) • MICS IV (\$US 250 000 - UNICEF)
	Développement Social (Education)	• Mission conjointe de suivi des études faites en 2007
	Développement Social (Santé)	• Monographies de l'approche district PTME/PECP (16000 USD – UNICEF)
Évaluations	Crises	• Evaluations rapides en fonction des crises • Mise à jour Plan de Contingence interagence
	Développement Social (Protection Sociale)	• Evaluation de l'applicabilité du CPE
	Développement	• Evaluation du SWAp Santé

	Social (Santé)	<ul style="list-style-type: none"> •Révision de la planification, des procédures •Réajustement des ressources
	Environnement	<ul style="list-style-type: none"> •Produits 1.1, 1.2: Evaluation de la base de données environnementales et des capacités des institutions en charge de celle-ci •Effet 1, Produit 1.2 : Evaluation des capacités institutionnelles pour la production et l'exploitation du rapport sur l'Etat de l'Environnement
Revue de programme des agences	Toutes	<ul style="list-style-type: none"> •Revue annuelle FAO, UNFPA, OMS, CEA, BIT, HCR UNICEF et PAM •OMS : Evaluation biennale Programmes
Étapes clé UNDAF	Toutes	<ul style="list-style-type: none"> •Revue annuelle de l'UNDAF
Activités de S&E Partenaires	Croissance	<ul style="list-style-type: none"> •Suivi semestriel projets en cours Ministères
Utilisation de l'info	Crises	<ul style="list-style-type: none"> •Révision du DSRP, Production du CCA, Production de l'UNDAF •Révision Swap-Education
	Croissance	<ul style="list-style-type: none"> •Les Economies de l'Afrique Centrale
	Développement Social (Education)	<ul style="list-style-type: none"> •Suivi et révisions annuels du SWAP Education, Rapport sur le Développement Humain, Suivi des OMD, Rapport sur la situation des Enfants dans le Monde, Rapport sur la mise en œuvre de la CEDEF
	Environnement	<ul style="list-style-type: none"> •Révision de la Stratégie de Développement du Secteur Rural
	Toutes	<ul style="list-style-type: none"> •CCA 2013-2017 •Révision DRSP
Renforcement des Capacités	Croissance	<ul style="list-style-type: none"> •Renforcement de capacités des responsables de projet et autres partenaires (FAO) •Renforcement des capacités institutionnelles, partenaires ; (PAM)
	Croissance et développement social	<ul style="list-style-type: none"> •Renforcement des capacités nationales sur l'utilisation de CAMSED dans le suivi des OMD

2012		
Thème	Matrice concernée	Document
Enquêtes / Études / Sondages	Croissance	<ul style="list-style-type: none"> •Etudes sur la diffusion et l'utilisation des informations pour le S&E des programmes (5000)
	Développement Social (Education)	<ul style="list-style-type: none"> • Mission conjointe de suivi des études faites en 2007
Évaluations	Crises	<ul style="list-style-type: none"> •Evaluations rapides en fonction des crises
	Croissance	<ul style="list-style-type: none"> •Etudes sur l'existence et la fonctionnalité des mécanismes (5000) •Etat des lieux sur l'unification des normes et codes statistiques (2000) •Etat des lieux sur la base de données (5000)
	Dév. Social (Protection Sociale)	<ul style="list-style-type: none"> •Evaluation des améliorations apportées au système de protection sociale
	Environnement	<ul style="list-style-type: none"> •Produit 2.2 (A.1): Evaluation des outils appropriés pour l'éducation, la sensibilisation et la formation à l'écologie et aux sciences de la terre •Effet 2, Produits 1.3-3.2-3.3 : Evaluation des cadres du MINEP et MINFOF pour la mise en œuvre des directives lois, conventions internationales, programmes scientifiques) et de la mise en œuvre du PNGE •Produit 3.3 (C) : Evaluation de la mise en œuvre des mécanismes d'accès, de contrôle et de partage équitable des bénéfices tirées de l'exploitation durable des ressources naturelles et de la diversité biologique
Revue de programme des agences	Toutes	<ul style="list-style-type: none"> •Revue annuelle FAO, UNFPA, OMS, CEA, BIT, HCR UNICEF et PAM •Revue biennale UNESCO
Étapes clé UNDAF	Toutes	<ul style="list-style-type: none"> •Revue annuelle de l'UNDAF
Activités de S&E Partenaires	Crises	<ul style="list-style-type: none"> •Révision PNC •Révision Plan Opérationnel de riposte

Utilisation de l'info	Crises et Dével. Social	<ul style="list-style-type: none"> •CPAP (UNFPA, UNICEF, UNDP, PAM) •Révision Swap-Education
	Croissance	<ul style="list-style-type: none"> •Les Economies de l'Afrique Centrale •Rapport National de l'Etat de la population du Cameroun
	Développement Social (Education)	<ul style="list-style-type: none"> •Suivi et révisions annuels du SWAP Education, Rapport sur le Développement Humain, Suivi des OMD, Rapport sur la situation des Enfants dans le Monde, Rapport sur la mise en œuvre de la CEDEF
	Environnement	<ul style="list-style-type: none"> •Révision du PNGE II
	Toutes	<ul style="list-style-type: none"> •Programmes Pays 2013 - 2017
Renforcement des Capacités	Croissance	<ul style="list-style-type: none"> •Renforcement de capacités des responsables de projet et autres partenaires (FAO) •Renforcement des capacités institutionnelles, partenaires ; (PAM)

Chapitre 3 : Activités de réforme du SNU au Cameroun pour la période 2007-2012

Dans le cadre de l'Analyse Pays des défis de développement, le système des Nations Unies a identifié la nécessité d'accompagner le soutien qu'il fournit au gouvernement en matière de développement, avec un processus de réforme interne du Système des Nations Unies au Cameroun. Ce plan de réforme interne, qui peut débiter dès 2007 avant même la mise en place du prochain cycle de programme, inclut principalement la mise en place d'un certain nombre de services communs aux différentes agences du SNU, avec pour objectif d'optimiser les ressources des agences du SNU au Cameroun. Le calendrier de mise en place de ces services communs est détaillé ci dessous. Le Groupe Technique Opérations des Nations Unies est en charge en mettre en œuvre ce plan de réforme.

	2007	2008	2009 et suivantes
Sélection d'une Compagnie d'assurance commune	X		
Négociations avec les compagnies de téléphonie mobile	X		
Étude sur les conditions de vie au Cameroun		X	
Enquête sur l'harmonisation des taux de DSA	X		
Agence de Voyages	X		
Maison commune des Nations Unies		X	X
Sélection des Hôtels	X		
Sélections des autres fournisseurs et prestataires divers (Pouch, Achat des biens et services, etc...)	X		
Négociations avec les compagnies pétrolières (Carburant et lubrifiants)	X		
Mis en place d'un dispensaire des Nations Unies	X	X	X
Traitement de la TVA	X		
Privilèges et Immunités	X		
Fichier de consultants		X	
Harmonisation des pratiques en matière de fourniture des « per diems » pour les partenaires du Gouvernement	X		
Approche harmonisée des transferts de fonds (HACT) - Macro assessment, Micro assessment, Formations	X		

Chapitre 4 : Activités spécifiques de coopération

I. Activités Jeunesse :

Le Cameroun est en cours d'adoption de sa politique nationale de jeunesse. Ce document fait avant tout le point sur la situation de la jeunesse dans tous les aspects de la vie nationale, y compris l'accès aux différents services et la participation à la prise de décision à différents niveaux.

La contribution du SNU à sa mise en œuvre reste une nécessité, d'autant plus que plusieurs agences ont pour mandat la promotion de la jouissance des droits par la jeunesse. Cette contribution se justifie en outre par le fait que les engagements pris par le Cameroun tant sur le plan national qu'international démontrent la volonté du pays d'assurer un avenir meilleur pour les générations futures.

Les interventions soutenues par le SNU sont principalement relatives à la mise en œuvre de la politique nationale de la jeunesse. Il s'agit aussi d'apporter un appui à la mise en œuvre des programmes spécifiques en faveur des jeunes, destiné à promouvoir leur participation à la prise de décision, au renforcement de leurs capacités et à faciliter leur accès aux services sociaux de base tels que l'Education, l'information, etc. Diverses actions sont prévues dans le cadre de la coopération Cameroun – SNU. Il s'agit de : l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan opérationnel de la politique nationale de la jeunesse ; le renforcement des structures de participation des jeunes à la prise de décision **particulièrement la mise sur pied du Conseil National de la Jeunesse** ; l'appui aux mécanismes de concertation pour la promotion de la jeunesse afin d'améliorer la planification, la mobilisation des ressources, la coordination, le suivi et l'évaluation des interventions en faveur de la jeunesse.

Le secteur Jeunesse jouit d'un partenariat fort entre les différentes organisations de la société civile, les associations et réseaux de jeunes, les structures étatiques, la coopération bilatérale, les organisations religieuses, les fondations privées etc. La coopération du SNU contribuera à renforcer ce partenariat dans la durée.

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C=	Risques (R=) Hypothèses(H=)	Ressources propres NU (a)	Ressources à mobiliser (b)	Coût total (a+b)	Rôle des Partenaires
Effet jeunes : Dans les zones d'intervention, adolescents/jeunes participent activement à la vie communautaire et nationale à travers les structures d'expression mise en place par et pour eux.	Proportion de groupements/associations des ado/jeunes représentés dans le Conseils Communaux Junior, Conseil National de la Jeunesse	C= au moins 1 par commune dans les zones d'intervention	R= Faible Engagement politique effectif : Rotation rapide des leaders jeunes (tranches d'âge); H = Stabilité politique ; Rotation rapide des leaders jeunes (tranches d'âge)	UNESCO : 20 000 US\$ et appui technique UNFPA : 250 000 UNICEF	A déterminer au plus tard Décembre 2007.	A confirmer au plus tard Décembre 2007.	Leadership : Gouv. (MINJEUN, Ministère de l'Education), Appui technique et financier : Coop. Française, canadienne, GTZ, org. religieuses, de jeunesse. Plaidoyer et mise en oeuvre : organisations de jeunesse

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C=	Risques (R=) Hypothèses(H=)	Ressources propres NU (a)	Ressources à mobiliser (b)	Coût total (a+b)	Rôle des Partenaires
Produits 1 Le plan opérationnel de mise en œuvre de la politique nationale de la jeunesse est produit ;	Plan élaboré, adopté	B= 0 C= 1 C = Nombre d'associations de jeunesse participant, B= 35 jeunes ont été formés en droits humains et culture de la paix C= 150 jeunes formés aux domaines 1-3-4-5-7-9		UNESCO : 25000 USD et appui technique et UNICEF = appui technique UNFPA = 50 000 / an (appui technique) OIT	A déterminer au plus tard Décembre 2007.	IDEM	Tous les partenaires
	Tous les volets du plan opérationnel relatifs aux domaines 1-3-4-5 -7 et 9 ² sont mis en œuvre dans les zones d'intervention	B= indéterminé C= 5		UNESCO appui technique UNFPA UNICEF= 350000 \$ (à confirmer) PAM FAO	A déterminer au plus tard Décembre 2007.	IDEM	Tous les partenaires
2 Dans les zones d'intervention, Les structures de participation des jeunes à la prise de décision sont renforcées.	Le réseau national des jeunes, le CNJ et les conseils municipaux sont fonctionnels ; Les capacités de mobilisation des CIEE et des associations des jeunes sont renforcées dans les zones d'intervention.	B = C = a) Nb d'associations de jeunes membres du CNJ et du réseau b) Nb de communes ayant des CMJ		UNESCO appui technique UNFPA UNICEF :900.00 0 \$ (à confirmer)	A déterminer au plus tard Décembre 2007.	IDEM	Tous les partenaires
3 Les mécanismes de concertation pour la promotion de la jeunesse sont renforcés	Un comité technique de suivi et évaluation de la PNJ est mis en place	B= 0 C=1		UNESCO appui technique	A déterminer au plus tard Décembre	IDEM	Tous les partenaires Tous les partenaires Tous les partenaires

² Selon la politique nationale de la Jeunesse : Domaine 1 Jeunesse Education et Formation ; 3 Jeunesse et Santé ; 4 Jeunesse et Alimentation ; 5 Jeunesse et Participation à la prise de décision ; 7 Jeunesse, Droits humains et Culture de la paix ; 9 Partenariats pour la promotion de la Jeunesse.

Résultats	Indicateurs de succès	Baseline B = Cible 2012 C=	Risques (R=) Hypothèses(H=)	Ressources propres NU (a)	Ressources à mobiliser (b)	Coût total (a+b)	Rôle des Partenaires
	Nombre de personnes formées à la planification, la mobilisation des ressources	B = C = tous les membres du comité technique formés		UNFPA UNICEF= 50 000 USD (à confirmer)	2007.		Tous les partenaires
	Les réunions de coordinations se tiennent régulièrement	B = C = 2 réunions nationales / an 4 réunions provinciales/an					
	Les missions de supervision sont effectuées régulièrement à tous les niveaux	B = C =					

II. Activités dans les provinces septentrionales

Les agences du SNU au Cameroun envisagent de développer des activités conjointes dans les provinces septentrionales du Cameroun. Des zones de concentration seront identifiées à cet effet dans le cadre d'une réflexion par le système des Nations Unies.

Annexes : Liste des abréviations

ACMS	Association Camerounaise de Marketing Social	DLM	Direction de la Lutte contre la Maladie
AFD	Association Française pour le Développement	DPC	Direction de la Protection Civile
AFRISTAT	Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne	DS	District de Santé
AGR	Activités Génératrices de Revenus	DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
AM	Association de Mères d'Elèves	DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
ANTIC	Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la Communication	DTC-HEP	Diphtérie Tétanos Coqueluche – Hépatite Virale
APE	Association de parents d'Elèves	ECAM	Enquête Camerounaise Auprès des Ménages
ARMP	Agence de Régulation des Marchés Publics	EDSC	Enquête Démographique et de Santé du Cameroun
ARV	Anti-Rétro Viraux	EMP	Education En Matière de Population
AVS	Activités de Vaccination Supplémentaires	EPT	Éducation Pour Tous
BAD	Banque Africaine de Développement	EX-COM	Agences de l'Executive Committee (PNUD, UNICEF, PAM, UNFPA)
BCG	Vaccin contre la Tuberculose	FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
BDEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale	FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
BEPC	Brevet d'Études du Premier Cycle	FEMEC	Fédération des Eglises et Missions Evangéliques du Cameroun
BID	Banque Islamique de Développement	FVV	Fistules Vésico-Vaginales
BIT	Bureau International du Travail	GFW	Global forest Watch
CCA	Common Country Assessment	GTZ	Deutsche Gesellschaft fur Technische Zusammenarbeit
CCC	Communication pour le Changement de Comportement	HACT	Harmonized Approach to Cash Transfer
CDV	Centre de Dépistage Volontaire	HCDHD	Haut Commissariat aux Droits de l'Homme
CE	Communauté Européenne	HIMO	Haute Intensité de Main-d'oeuvre
CEA/BSR-AC	Commission Economique pour l'Afrique, Bureau Sous régional Afrique Centrale	IFORD	Institut de Formation et de Recherches Démographiques
CEDEF	Convention pour l'Elimination de toutes les formes de Discriminations à l'Egard des Femmes	IHABB	Institutions Hospitalières Amies des Bébés
CEEAC	Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale	INS	Institut National de la Statistique
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale	IRAD	Institut de Recherche Agronomique pour le Développement
CENI	Commission Electorale Nationale Indépendante	IST	Infection Sexuellement Transmissible
CEP	Certification d'Etudes Primaires	KFW	Kreditanstalt Für Wiederaufbau
CIEE	Centre d'Information, d'Education et d'Ecoute	LCC	Lutte contre la Corruption
CIESP	Comité Interministériel élargi au secteur privé	MGF	Mutilations Génitales Féminines
CIFOR	Center for International Forestry Research	MICS	Multiple Indicator Cluster Survey
CINU	Centre d'Information des Nations unies	MII	Moustiquaire Imprégnée d'Insecticide
CISL	Comité Interministériel des Services Locaux	MINADER	Ministère du Développement Rural
CMC	Comité Mixte de Crise	MINAS	Ministère des Affaires Sociales
CND	Conseil National de la Décentralisation	MINATD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
CNDHL	Commission Nationale des Droits Humains et des Libertés	MINEDUB	Ministère de l'Education de Base
CNPS	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale	MINEDUC	Ministère de l'Education Nationale
CNUCC	Convention des Nations Unies contre la Corruption	MINEFI	Ministère de l'Economie et des Finances
CNUDHD	Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie	MINEFOP	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
CONAC	Commission Nationale Anti-Corruption	MINESEC	Ministère de l'Enseignement Secondaire
CPC	Centre Pasteur du Cameroun	MINESUP	Ministère de l'Enseignement Supérieur
CRS Cameroun	Catholic Relief Services Cameroun	MINFOPRA	Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative
CSIC	Conseil Supérieur Islamique du Cameroun	MINJEUN	Ministère de la Jeunesse
CVUC	Communes Villes Unies du Cameroun	MINJUSTICE	Ministère de la Justice
DH	Droits Humains	MINMEE	Ministère des Mines, de l'Eau et de l'Énergie
DEV. INFO	Development Information database	MINPLAPDAT	Ministère de la Planification, de la Programmation du Développement et de l'Aménagement du Territoire
D.I.	District d'intervention	MINPMEESA	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat
MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille	PVVIH	Personne Vivant avec le Virus de l'Immunodéficience Humaine

MINRA	Ministre Délégué chargé des relations avec les Assemblées	RCA	République Centrafricaine
MINSANTE	Ministère de la Santé Publique	REDATAM	Retrieval of Data for small Areas by Microcomputer
MINTOUR	Ministère du Tourisme	SDSR	Document stratégie de Développement du Secteur Rural
MINTSS	Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale	SFI	Société financière Internationale
MSF	Médecins Sans Frontières	SIDA	Syndrome de l'Immunodéficience Acquise
NU	Nations Unies	SIG	Système d'Information Intégré
OCEAC	Organisation de Coordination pour la lutte Contre les Endémies en Afrique Centrale	SNAR	Système National d'Alerte Rapide
OCSC	Organisation Catholique de Santé au Cameroun	SNU	Système des Nations Unies
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement	SONU	Soins Obstétricaux et du Néonataux d'Urgence
OMS	Organisation Mondiale de la santé	SR	Santé de reproduction
ONG	Organisation Non Gouvernementale	SRA	Santé de reproduction des Adolescents
ONGD	Organisation Non Gouvernementale pour le Développement	SSS	Services Sociaux Sanitaires Conviviaux
ONR	Observatoire National des Risques	SWAP	Sector Wide Approach
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel	TBS	Taux Brut de Scolarité
ONUSIDA	Programme Commun des Nations Unies contre le SIDA	TMN	Taux de Mortalité Maternelle
OPJ	Officiers de Police Judiciaire	TNS	Taux de Net de Scolarité
PAM	Programme Alimentaire Mondial	UE	Union Européenne
PAN	Plan d'Action National	UICN	Union mondiale pour la nature
PCIME	Prise en charge Intégrée de la Mère et de l'Enfant	UIT	l'Union Internationale des Télécoms
PEC	Prise en charge	UNDAF	United Nations Development Assistance Framework
PECP	Prise en charge pédiatrique	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
PEV	Programme Elargi de Vaccination	UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
PF	Planning Familial	UNHABITAT	Programme des Nations Unies pour l'Habitat
PGU	Plan de Gouvernance Urbaine	UNHCR	Haut Commissariat pour les Réfugiés
PM	Premier Ministère	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
PME	Petites et moyennes entreprises	UNIFEM	Fonds des Nations Unies pour les Femmes
PMI	Petites et Moyennes Industries	VAA	Vaccin Anti-Amarile
PNC	Plan National de Contingence	VAR	Vaccin Anti-Rougeoleux
PNDP	Programme National de Développement Participatif	VAT1	Vaccin Anti-Tétanique (1ere dose)
PNG	Programme National de Gouvernance	VAT2	Vaccin Anti-Tétanique (2ème dose)
PNLP	Programme National de Lutte contre le Paludisme	VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine
PNLT	Programme National de Lutte contre la Tuberculose	WRI	World Research Institute
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement	WWF	World Wildlife Fund
PR	Présidence de la République	Z.I.	Zones d'intervention
PSFE	Programme du Secteur Forêt Environnement	ZEP	Zone d'Éducation Prioritaire
PTME	Prévention de la Transmission Mère-Enfant du VIH		